



HAL
open science

La Culture pour Chacun en Languedoc- Roussillon

Aurélien Djakouane, Emmanuel Négrier

► **To cite this version:**

Aurélien Djakouane, Emmanuel Négrier. La Culture pour Chacun en Languedoc- Roussillon. [Rapport de recherche] OPPIC Observatoire des Publics, des Professionnels et des Institutions de la Culture- Association pour la recherche en sciences sociales. 2010. hal-01436162

HAL Id: hal-01436162

<https://hal.science/hal-01436162v1>

Submitted on 17 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

OPPIC

*Observatoire des **P**ublics, des **P**rofessionnels et des **I**nstitutions de la **C**ulture*
Association pour la recherche en sciences sociales

RAPPORT de MISSION

La Culture pour Chacun en Languedoc-Roussillon

Aurélien Djakouane

Emmanuel Négrier

Anduze, le 05 novembre 2010

SOMMAIRE

Introduction.....	3
1. Réflexions critiques	4
2. La Culture pour chacun en Languedoc-Roussillon	7
2.1. <i>La Culture pour chacun et le service des publics d'un musée.....</i>	9
2.2. <i>La Culture pour chacun et l'action culturelle d'une Scène Nationale</i>	10
2.3. <i>La Culture pour chacun et la diversité culturelle</i>	12
2.4. <i>La Culture pour chacun et les relations Culture / Justice.....</i>	13
2.5. <i>La Culture pour chacun et les relations Culture / Santé Culture / Handicap.....</i>	15
2.6. <i>La Culture pour chacun et les Pratiques Numériques.....</i>	17
3. La Culture pour chacun : la médiation en question	19
3.1. <i>Points de vue politiques</i>	19
3.2. <i>Points de vue philosophiques</i>	20
3.3. <i>Médiation et publics : réduire l'éloignement social.....</i>	22
3.4. <i>Médiation et territoire : comprendre des populations</i>	23
3.5. <i>Médiation et illettrisme : rendre visible.....</i>	24
3.6. <i>Médiateur : une profession en devenir ?</i>	25
3.7. <i>Médiation et citoyenneté : la cohésion en questions.....</i>	26
4. Préconisations	27
5. Fiches-Actions.....	30
<i>Annexe n°1. L'hospitalité à l'épreuve : contribution d'Anne-Françoise Volponi</i>	51
<i>Annexe n°2. L'hospitalité à l'épreuve : 2 Fiches-Action</i>	55

Introduction

Apparu récemment dans les discours ministériels, le thème de la « Culture pour chacun » suscite des interprétations variées. Pour les uns, il s'agit d'une façon, nouvelle et radicale, de définir les objectifs des politiques culturelles traditionnellement fondées sur une politique de l'« offre », en s'appuyant au contraire sur la « demande ». Cette interprétation situerait la « Culture pour chacun » comme un nouveau paradigme, se substituant à celui de démocratisation culturelle, considéré, dans la Lettre de mission du président de la République au ministre de la Culture et de la Communication, le 1^{er} août 2007, comme ayant échoué. Il se rapprocherait davantage du référentiel de « Démocratie Culturelle », au sens où la « Culture pour chacun » viendrait couronner la pluralité des pratiques culturelles existantes, en partant des individus et des cultures vécues, plutôt qu'en postulant un principe d'égal accès à « la » culture, resté sans concrétisation satisfaisante.

L'examen des discours tenus en vertu de la « Culture pour chacun » tend à relativiser fortement cette première interprétation. En réalité, comme l'indique, dans la citation explicite d'un discours d'André Malraux de 1966¹, la « Culture pour chacun » se situe aussi dans la perspective de démocratisation culturelle, en tant que finalité générale.

Une grande partie des thèmes qui sont abordés sous cette expression renvoie d'ailleurs, au sein du ministère, aux dispositifs qui associent Culture et Lien social, c'est-à-dire, en termes budgétaires, à tous les aspects de démocratisation de la culture (Programme 224). Ceux-ci avaient été fragilisés au cours des années précédentes, notamment du côté des partenariats avec les fédérations d'éducation populaire, des crédits politiques de la ville, etc. La réduction des crédits spécifiques dans ce domaine, et plus largement la crise de la transversalité nécessaire à toute démarche de démocratisation culturelle, avait plutôt induit le retour à des logiques plus sectorielles.

La Culture pour chacun s'apparente donc plutôt à un retour sur cette marginalisation, et ainsi à une réappropriation des aspects de « Culture et lien social » qui étaient apparus dans la logique même de ces transversalités.

Mais peut-on pour autant considérer que l'action culturelle, dont les représentants fondent souvent leur approche sur la « Culture pour tous », est simplement réhabilitée par la mise en exergue de ce nouvel impératif ? Peut-on au contraire y déceler des perspectives nouvelles ?

La mission qui nous a été confiée consiste d'une part à préciser, par une réflexion critique, ce qui peut être valablement défini sous l'angle de la « Culture pour chacun », afin d'alimenter sa contribution discursive aux politiques culturelles. Elle consiste, d'autre part, à rendre compte des différentes appréhensions, dans divers domaines des politiques culturelles régionales, de ce que la « Culture pour chacun » peut représenter. C'est donc à partir d'expériences vécues que cette analyse régionale, nécessairement sélective, débouchera sur une série de perspectives d'action. Celles-ci seront l'occasion de dire comment, concrètement, la « Culture pour chacun », pourrait donner naissance à des instruments d'action, originaux ou non. Une présentation annexe de Fiches Action complètera ce rapport en l'illustrant.

¹ « Il y a deux façons de concevoir la culture : l'une, en gros, que j'appellerai "soviétique", l'autre "démocratique", mais je ne tiens pas du tout à ces mots. Ce qui est clair, c'est qu'il y a la culture pour tous et qu'il y a la culture pour chacun. Dans l'un des cas, il s'agit, en aidant tout le monde, de faire que tout le monde aille dans le même sens – dans l'autre cas, il s'agit que, tous ceux qui veulent une chose à laquelle ils ont droit, puissent l'obtenir. Je le dis clairement : nous tentons la culture pour chacun. » André Malraux, 27 octobre 1966, Assemblée Nationale.

1. Réflexions critiques

Définir la « Culture pour chacun », c'est bien sûr d'abord en expliciter le statut, et ensuite le resituer par rapport aux courants contemporains qui tentent, à des degrés divers, de replacer l'individu au centre de la problématique d'accès à la culture. Cette partie se veut moins une réflexion spéculative pour elle-même qu'un cadrage assez schématique, en mesure de nous permettre d'envisager un usage plus empirique de cette « ressource discursive ».

La « Culture pour Chacun » intervient dans un indéniable contexte d'individualisation du rapport à la culture, visible notamment au travers de la fragmentation des goûts. Notre étude récente sur le public des Eurockéennes de Belfort est très symptomatique d'une telle évolution : l'expression des goûts musicaux fait appel à un très grand luxe de détail, d'une part, et les répertoires qui rassemblent plusieurs types de goûts entre eux sont également très variables, d'autre part (Négrier, Djakouane, Jourda 2010b). La dernière version de l'enquête sur les *Pratiques Culturelles des français* réalisée par Olivier Donnat, débouche sur le même constat d'une montée des facteurs individuels dans la problématique d'accès à la culture. Cela n'est pas contradictoire avec l'essor de pratiques où les effets de génération s'affirment avec plus de force, comme par exemple pour les pratiques numériques (Donnat 2009). Cependant, le diagnostic porté sur cette individualisation, de même que sa portée réelle, divise depuis longtemps les sociologues (De Singly 2003). Dans la période récente, Bernard Stiegler a ainsi proposé d'opposer l'individu classique, dont l'épaisseur s'inscrit dans le projet libéral, et celui qui triomphe dans la focale d'un marché global, où l'individu n'est plus que l'ombre du premier. L'individu contemporain ne serait que l'unité de base d'un ordre standardisé, et trahirait donc l'irréductible identité de la personne du premier libéralisme (Stiegler 2003). Faute de cela, le rapport de l'individu à la masse exprime un « on », alors que l'ensemble social des individus libéraux produirait un « nous ». La « Culture pour Chacun » s'inscrit, nous semble-t-il, dans ce diagnostic qui réfute d'un côté l'individu-unité, à la lumière de réflexions auxquelles a contribué la psychanalyse (Melman 2002), et vise à promouvoir une approche de la culture soucieuse de l'individu-personne. Le paradoxe de ce projet, c'est que cet individu-personne n'est ni repérable facilement, ni particulièrement pertinent en matière de politique culturelle. Ce que la sociologie met en évidence, c'est précisément que l'individu n'existe pas en tant que tel, en dehors du construit social qui le fait témoigner, à son niveau, d'un ensemble plus vaste (Élias 1991). L'individu n'est pas cette unité indépendante qui, à l'image de boules de billards, rencontrerait les autres de manière plus ou moins hasardeuse sans en être modifié. Bien au contraire, chacune de ces rencontres confirme l'interdépendance de fond qui marque nos sociétés, et de façon croissante dans le monde contemporain. Aujourd'hui, aucun objet technique, quel qu'il soit, n'est le fruit d'un seul être humain disposant de toutes les compétences pour en produire tous les éléments. Mais cette interdépendance va de pair, dans le rapport au travail, à la ville, aux autres, ainsi qu'à la culture, avec la mise en valeur de propriétés personnelles – l'essor du « modèle biographique » (Beck 2001).

Entre le constat d'une interdépendance croissante et celui d'une individualisation elle-même croissante, à quoi la « Culture pour chacun » se réfère-t-elle ? D'un côté, le terme « chacun » pourrait renvoyer à un relativisme culturel contre lequel toute politique culturelle se constitue. C'est la version « chacun sa culture » qui est un véritable épouvantail pour les critiques du discours de la démocratie culturelle. D'une autre côté, « la » culture pour chacun renvoie au contraire à une vision moniste d'un ensemble culturel repérable et relativement intangible, au moins au plan de la philosophie d'action. Il y aurait « une » culture, et « des » moyens pour chacun d'y accéder. Le double paradoxe auquel nous aboutissons est donc, d'une part, que la mise en évidence du chacun ne peut que conduire à la promotion de la diversité sociale du rapport à la culture ; et d'autre part (et surtout) que l'image individualiste associée au « chacun » renvoie en réalité à une pratique collective de ce rapport. Il ne s'agit plus de ce collectif indifférencié et abstrait d'une « société », d'une « classe sociale » ni même seulement d'une « génération ». Il ne s'agit pas davantage de l'individu cultivant seul son rapport aux arts. Il s'agit des formes sociales élémentaires qui construisent et accompagnent ce rapport au concret : le groupe, la tribu pour certains, les amis voire le couple ou la famille, selon le bien

culturel en question (Lahire 2004). C'est dans cette dimension, et pas seulement dans l'examen statistique des formes de reproduction (Bourdieu 1979) que la pratique culturelle est une pratique sociale (Négrier, Djakouane & Jourda 2010a).

Nous retrouvons ici le débat sur le communautarisme, celui-là même qui avait agité la controverse sur la démocratie culturelle. Le groupe en question, pour avoir maintes fois été mis en évidence dans son rôle constitutif du rapport à la culture, est aussi au cœur des problématiques d'enfermement (chacun « dans » sa culture), du communautarisme. Or celui-ci est précisément perçu comme directement contradictoire avec la dimension « émancipatrice » de la pratique culturelle. Pour le conjurer, il convient donc de penser à la fois l'efficacité culturelle de l'appartenance au groupe, et la nécessité d'une « désaffiliation positive » (De Singly 2003) où le contact avec les arts et cultures permet de déjouer les tendances à l'enfermement culturel.

En un mot, la « Culture pour chacun » trouve son sens propre, non pas comme nouveau paradigme des politiques publiques, mais dans une dialectique possible de la démocratisation et de la démocratie culturelles. De la première, elle reprend l'exigence d'élargissement qualitatif et quantitatif des publics. De la seconde, elle souligne la diversité et l'égalité des cultures (anthropologiques) à constituer la culture (des politiques culturelles). La « culture pour chacun » en ce sens, c'est la démocratisation sans le corporatisme, et la démocratie sans la condescendance.

À ce sujet, on peut dire qu'il y a deux lectures de la « Culture pour chacun » tel que le propose le texte ministériel. La première y voit, au travers des développements sur l'intimidation ou l'échec de la démocratisation, un projet de rupture, qui court le risque de monter les institutions et acteurs culturels les uns contre les autres. Or, rappelons ici que l'échec de la démocratisation culturelle s'appuie de façon principale sur les résultats de l'enquête sur les *Pratiques Culturelles des français*, dont les auteurs eux-mêmes ont toujours pris soin de dire qu'elle ne pouvait en aucun cas tenir lieu d'évaluation de la démocratisation, faute de précision sur les actions entreprises, et compte tenu de l'étroitesse de l'échantillon d'enquête, non régionalisable, par exemple (Donnat 2009). Et c'est justement sur les dispositifs d'action culturelle (les services des publics des institutions, les actions éducatives et culturelles des Scènes Nationales ou autres institutions labellisées) que nous manquons cruellement de données et d'évaluations. Cette lecture de la « Culture pour chacun » n'est donc pas satisfaisante. La seconde lecture, à laquelle on aura compris que nous nous rattachions, est celle d'un « slogan » qui permet, par la dynamique qu'il peut engendrer, de réfléchir de façon collective à l'action culturelle, à ses perspectives actuelles et ses problèmes, de mettre l'accent sur des ressorts cachés, ou sous-évalués, des pratiques plurielles des arts et de la culture auprès et de la part des publics.

À ce titre, la reconnaissance des démarches individualisées, en matière de politique publique – car cette valorisation du « chacun » est loin de n'avoir cours que dans le secteur culturel – ne saurait tenir lieu de déconsidération des problématiques plus collectives. L'individualisation des dispositifs ne saurait, par exemple au sein des musées, inciter à supprimer les services d'action culturelle. Il s'agit au contraire d'ajouter une palette d'intervention qui, au besoin, pourra aussi avoir une influence sur les démarches les plus classiques d'approche des publics de la culture. Cette précision est d'importance à l'heure où les moyens de l'action culturelle sont comptés. Faute de cela, la « Culture pour chacun » pourrait subir la dérive bien connue de la mise en exergue médiatique de quelques parcours exemplaires, cachant mal un déficit plus général de politique publique.

Références :

BECK Ulrich, (2001), *La société du risque*, Paris : Aubier [1^{ère} édition 1986].

BOURDIEU Pierre, (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Minuit.

DONNAT Olivier, (2009), *Les pratiques culturelles des français à l'ère numérique*, Paris : Le Découverte.

ELIAS Norbert, (1991), *La Société des individus*, Paris : Fayard.

LAHIRE Bernard, (2004), *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris : La Découverte.

MELMAN Charles, (2002), *L'Homme sans gravité. Jouir à tout prix : entretiens avec Jean-Pierre Lebrun*, Paris : Denoël.

NEGRIER Emmanuel, DJAKOUANE Aurélien, JOURDA Marie (dir.), (2010a), *Les publics des festivals*, Paris : Michel de Maule & France Festivals.

NEGRIER Emmanuel, DJAKOUANE Aurélien, JOURDA Marie (dir.), (2010b), *Le public des Eurockéennes de Belfort*, Montpellier : Réseau en Scène.

SINGLY (de) François (2003), *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*, Paris : Armand Colin.

STIEGLER Bernard, (2003), *Aimer, s'aimer, nous aimer*, Paris : Galilée.

2. La Culture pour chacun en Languedoc-Roussillon

Cette deuxième partie s'appuie sur l'observation et la participation à une série de séminaires et de rencontres qui ont eu lieu dans la région Languedoc-Roussillon au cours des mois de septembre, octobre et novembre, ainsi que sur un forum organisé le 3 novembre en DRAC à Montpellier².

Le Languedoc-Roussillon nous semble une région particulièrement indiquée pour aborder les différents thèmes liés à la « Culture pour chacun ». Elle est caractéristique d'une croissance importante de la population, liée à une immigration interne et externe où se sont mêlés, au cours des 40 dernières années, les flux provenant des suds (rapatriés d'Algérie, immigration économique des différents pays du Maghreb), mais aussi des nords (attractivité du Languedoc auprès des populations franciliennes et rhônalpines, en particulier ; stratégies de résidentialisation de populations aisées – et souvent âgées – du nord de l'Europe). Ce premier fait, qui implique encore aujourd'hui que la région Languedoc-Roussillon figure en tête des soldes migratoires positifs, conduit à faire de l'hospitalité et de la diversité des cultures un élément fort du vivre ensemble régional.

Le deuxième facteur est lié à la pauvreté de son tissu économique, et également de sa population. Si le nombre de foyers riches augmente, la population languedocienne est, avec la Corse, l'une des plus pauvres de France prise globalement. Les inégalités sociales, on le sait, influent sur l'inégal accès à la culture, même si la corrélation n'est ni automatique ni sans perspective d'actions. Mais ce qui se joue en Languedoc-Roussillon à ce sujet peut sans doute être facilement transposé dans d'autres régions.

Le troisième facteur est lié à la configuration régionale d'occupation de l'espace, avec de multiples enjeux d'accès géographique à la culture. La capitale régionale, Montpellier, attire une très forte majorité d'artistes, de créateurs, d'acteurs culturels publics et privés, à la faveur d'une double stratégie de long terme : celle des milieux sociaux de la culture, pour lesquels la présence d'une métropole continue de constituer un avantage comparatif ; celle des politiques publiques qui ont, dans l'agglomération montpelliéraine, convergé depuis longtemps pour offrir des équipements, événements et financements de la culture à la fois diversifiés et de haut niveau. Tel est loin d'être le cas des autres villes du Languedoc, d'une part, et des territoires ruraux, d'autre part. La culture pour « chacun » ne peut donc faire l'économie, comme dans bien d'autres régions françaises, d'une réflexion sur l'égal accès territorial à la culture.

La quatrième raison tient à la présence d'une série d'expérience originales d'action culturelle, artistiques et localisées qui ont, au cours de ces dernières années, avancé de nouvelles pistes d'action publique en direction soit des publics de la culture, soit des nouvelles pratiques numériques, soit de catégories spécifiques de publics ou de pratiques. On pense aux activités du service des publics du musée Fabre, à Montpellier, après sa rénovation et son extension, ou encore aux activités en ce sens d'une Scène Nationale comme le Cratère, à Alès. On pense à la création et au développement de la Casa Musicale, à Perpignan, qui s'inscrit précisément dans l'accueil de pratiques et l'accompagnement d'une diversité de créateurs, au carrefour des cultures urbaines, des traditions musicales allogènes, des logiques de formation et de diffusion. On pense également au développement de conventions entre les pouvoirs publics (l'État, les collectivités territoriales) et certains secteurs qui traitent, au sein d'un statut public ou privé, de problématiques telles que « Culture et hôpital », « Culture et Justice », « Culture et Handicap »... À ce titre, la mise en œuvre d'un projet de service se traduisant, au sein de la DRAC, par la constitution d'un Pôle de politique des publics, est un bon indice de la sensibilité particulière qui existe sur ces thèmes dans la région Languedoc-Roussillon. On pense enfin à l'enjeu culturel majeur que représente le développement des pratiques numériques, et l'espoir qu'à cette occasion, l'apprentissage de l'écran s'inscrive aussi dans une approche culturelle et artistique,

² Nous n'avons pu assister à l'atelier de recherche sur « l'hospitalité à l'épreuve », le 30 octobre à Sète. On se référera à ce sujet à la contribution (Annexe n° 1) d'Anne Françoise Volponi, qui en propose une restitution analytique, ainsi que deux fiches-action, présentées en Annexe n°2.

propre à chacun, plutôt que dans une stricte logique de standardisation commerciale des comportements et des produits.

Ce sont ces différents points que nous allons maintenant développer, de manière synthétique. La plupart des aspects que nous mentionnons ici disposent, en annexe, d'une fiche-action qui donne des éléments de description plus précis des principaux aspects d'une « opération », d'un projet, d'une institution.

Nous allons présenter successivement les dimensions « Culture pour chacun » au sein des services des publics d'un musée, de l'action culturelle d'une scène nationale, d'un nouveau territoire de l'art (la Casa Musicale) puis des relations entre Culture et Justice, Culture et Handicap, et en matière de pratiques numériques. Ces différentes entrées thématiques soulèvent chacune à sa manière la question de la médiation, qui sera abordée dans la partie suivante. Pour chacun des thèmes qui suivent, nous présentons ce qui nous semble caractériser la problématique « Culture pour Chacun », et nous proposons un certain nombre d'illustrations. Les actions citées en référence font systématiquement l'objet, en annexe, d'une Fiche-Action.

2.1. La Culture pour chacun et le service des publics d'un musée

Perception(s) de la CPC : la continuité

Interrogés sur leur perception de la Culture pour Chacun, les conservateurs de musées ne semblent pas éprouver un renouvellement de leur action mais plutôt une certaine continuité avec leurs préoccupations initiales. Cela d'autant plus, que la question des publics est depuis longtemps au cœur des missions des musées, et qu'elle est aujourd'hui une des conditions à l'obtention du label « Musée National ».

Comme dans de nombreuses institutions culturelles, l'accent est mis sur la multitude des publics qui fréquentent les musées. Schématiquement ici, on distingue le public qui vient spontanément, et celui qu'il faut aller chercher. Comme dans d'autres secteurs de la vie culturelle, le découpage entre l'activité de diffusion et l'action culturelle reste pertinent pour décrire l'activité des musées.

Cependant, à la différence d'autres pratiques culturelles, la sortie au musée procède d'un parcours personnel qui n'est pas exacerbé par la dimension collective, comme pour un spectacle par exemple. La question de l'autonomie prend alors un sens particulier dans la nécessité de former le visiteur et de penser la médiation. C'est sans doute ici que le lien avec la Culture pour chacun peut prendre un sens, et notamment autour des nombreux dispositifs d'actions culturelles destinés aux publics spécifiques. Ciblée sur des petits groupes, la médiation culturelle se définit comme la possibilité de créer un échange autour des perceptions individuelles de l'œuvre en lien avec la volonté de l'artiste. Il s'agit alors d'articuler l'individuel au collectif pour entrer dans la démarche du « regardeur » de tableau.

Pour autant, la désacralisation de l'œuvre n'est pas de mise, et toute la difficulté de la médiation muséale consiste donc à présenter l'expérience du musée comme quelque chose d'exceptionnel : « *Intimidant, oui, il faut ! Mais pas inaccessible !* ».

Types d'actions mises en référence : des dispositifs multiples à destination de petits groupes

Les actions références sont nombreuses et ciblent des publics spécifiques : les jeunes, les familles, les encadrants de crèches ou de centres sociaux, les détenus... Chaque action s'appuie sur un dispositif partenarial singulier qui permet d'entrer en contact avec les publics spécifiques.

Au musée Fabre à Montpellier, nous avons repéré :

- « Le sens du détail », une action menée au moyen de la carte postale (cf. Fiche-Action n°1) : outil de construction d'un parcours individuel au sein du groupe. L'édition d'un coffret de 12 cartes permet d'organiser la visite d'un groupe et d'autonomiser les intervenants extérieurs. Ce dispositif a été testé dans les crèches. Cette action est réalisée aussi bien avec des détenus, avec des encadrants du secours populaire pour leur montrer comment accompagner une visite groupée, qu'avec des étudiants éloignés qui se destinent à effectuer une résidence à Montpellier dans le cadre de leurs études.
- « François Xavier n'est pas couché » : nocturne gratuite destinée aux étudiants et animée par un étudiant non issu d'une section littéraire ou artistique. Chaque mois, une soirée est programmée pour une section différente. Les professeurs sont les principaux relais, avec le CROUS et les services culturels des universités. Un concours d'affiche est organisé.
- Des journées spéciales familles sont organisées le dimanche autour d'animations spécifiques : « Cluedo Cabanel », « Visite contée », etc.

2.2. La Culture pour chacun et l'action culturelle d'une Scène Nationale

Perception(s) de la CPC : une nouvelle formule sans orientation nouvelle

La Culture pour chacun est perçue comme un glissement sémantique de la Culture pour tous, comme une nouvelle formule sans orientation nouvelle. La préoccupation de toucher l'ensemble des populations a toujours été celle d'institutions comme les théâtres publics, « *même si on a tendance à l'oublier* ». L'étude sur les pratiques culturelles des Français favorise la perpétuation d'un tel hiatus, notamment en résumant les publics de la culture à la fréquentation des équipements culturels. Ce raccourci occulte l'autre moitié de l'activité des théâtres publics : l'action culturelle. Les responsables de scènes nationales ne s'estiment pas représentés par les statistiques nationales, et regrettent d'être présentés comme des établissements clivés qui proposent une offre culturelle réservée à une élite. Le public de la diffusion n'est pourtant qu'une partie des publics des scènes nationales. Il y a aussi celui de l'action culturelle, qui est au moins aussi important, en nombre, et dont le profil sociologique est bien différent.

Si l'on s'accorde sur le fait que chacun désigne ici des groupes plus des individus, porter un intérêt à chacun n'est pas une nouvelle orientation. Le travail avec des artistes autour de projets spécifiques est une manière de répondre à une demande sociale en considérant les besoins de certains groupes. La commande d'œuvre auprès des artistes peut aller dans ce sens, qu'il s'agisse par exemple de favoriser une prise de conscience sur les questions de sécurité dans l'entreprise ou d'interpeller les lycées sur des thématiques qui les concernent comme la violence, l'amour, le respect, la drogue...

Pour atteindre ce type d'objectifs, il faut multiplier les dispositifs d'action pour « *coller au terrain* », et rester à l'écoute de la population. L'évaluation des projets, des spectacles, des actions est donc une préoccupation constante et quotidienne des responsables de théâtre public pour connaître les besoins spécifiques de certaines populations : les difficultés des jeunes ménages avec enfants, la distance des 35-40 ans ou des plus jeunes à l'égard du théâtre... Le partage d'expériences entre acteurs culturels, artistes citoyens permet d'identifier les difficultés et les freins à l'égard de la culture ; les plus visibles étant les impératifs de la vie quotidienne et la concurrence de la TV, des têtes d'affiche, du ciné... « *L'action et l'offre culturelle doit donc pouvoir proposer mieux et plus* » : un autre rapport aux autres et aux œuvres, plus humain et plus convivial aussi.

Enfin, la création d'un club de mécènes permet de fédérer certains acteurs privés autour du développement local. Trois principaux arguments sont évoqués : le rayonnement des établissements, la loi sur le mécénat, et le fait que ça donne une bonne image.

Types d'actions mises en référence : l'action culturelle autour de l'artiste

Les actions références sont nombreuses et restent centrées autour de l'artiste tout en s'orientant vers des publics ciblés : les lycéens, les familles, les 35-40 ans, les travailleurs, etc. Comme ailleurs, chaque action s'appuie sur un dispositif partenarial singulier qui permet d'entrer en contact avec ces publics aux besoins spécifiques, et si besoin de recourir à un processus artistique adéquat.

Au Cratère, la scène nationale d'Alès, nous avons repéré :

- Une création de spectacle pour l'entreprise AXENS dans le but de résoudre des problèmes de sécurité. Traitant de ce sujet, la pièce commandée pour l'occasion a permis de sensibiliser les personnels de cette entreprise en misant sur la dimension pédagogique du théâtre. Succès immédiat dans l'entreprise, par la suite, la pièce a pu trouver un public plus large.
- Un abonnement spécial famille à 4 €. Destiné aux jeunes familles de 25-35 ans, ce dispositif tient compte des difficultés à venir qu'éprouvent les jeunes parents compte tenu de leur budget et des contraintes de leur vie familiale et professionnelle. L'idée est

de proposer des spectacles où les jeunes parents peuvent amener leurs enfants, et partager une sortie en famille sans que ça leur coûte cher.

- L'opération « Jazz et taste vin ». Destiné aux 35-40 ans, qui se sentent parfois éloignés de l'offre culturelle, ce dispositif permet de créer un moment de convivialité autour d'un concert, et de casser le rapport salle/scène.
- L'opération « Artistes au lycée » (cf. Fiche-Action n°2) qui propose une pièce de théâtre dans le plus grand lycée de la ville (Jean-Baptiste Dumas, 5 000 élèves). Une commande est faite à plusieurs metteurs en scène autour du thème de la jeunesse. L'objectif n'est pas de faire venir les lycéens au théâtre mais de créer une première expérience et de réduire la distance qu'ils éprouvent parfois à l'égard du théâtre.

2.3. La Culture pour chacun et la diversité culturelle

Perception(s) de la CPC : redéfinir les bénéficiaires de l'action publique ou les modalités de sa mise en œuvre ?

La Culture pour chacun reste quelque chose d'assez floue après l'engouement initial suscité par les vœux du ministre Mitterrand. Cette thématique semble poser plus de questions qu'elle n'en résout, tant l'orientation et les objectifs demeurent sibyllins aux yeux des protagonistes. L'idée de prendre en compte les réalités de chacun semble séduisante mais peu réalisable, tandis que suggérer que chaque individu a sa propre culture, contredit l'idée d'une culture comme l'ensemble de ce que les individus ont en commun. Ce discours témoigne des difficultés qu'éprouvent les lieux dont la mission est de faire le lien entre la culture collective et les cultures individuelles, entre les cultures savantes et les cultures populaires.

Le problème se porte à la fois sur la différence de traitement entre les institutions culturelles et les institutions socioculturelles, tout comme sur le besoin de reconnaissance publique des pratiques sociales de la culture. Les acteurs ont le sentiment que les cultures populaires sont valorisées seulement une fois qu'elles entrent dans le giron de la culture savante ou lorsque les créateurs se les sont appropriés. Cette méfiance de l'institution à l'égard de la culture populaire, insinue le doute quant à la volonté des pouvoirs publics de proposer une égalité de traitement.

La question du label apparaît emblématique du processus d'assimilation administrative qui génère de la distinction. Le cas des musiques actuelles est évoqué. Les lieux labellisés comme les SMAC produisent la même dénégation à l'égard du rap ou du hip-hop, que les salles de concerts à l'égard du rock dans les années 1980.

Les établissements intermédiaires, entre culture et social, qui tentent de résoudre les tensions, aimeraient que l'utilité publique de leur action soit davantage reconnue par les pouvoirs publics, notamment à travers une répartition plus équitable des ressources. Souvent héritières de l'Éducation populaire, les difficultés qu'éprouvent ces structures illustrent le clivage historique entre culture, et jeunesse et sport. Si la répartition des associations d'Éducation populaire a longtemps été un enjeu de tiraillement entre le ministère de la Culture et son rival de la Jeunesse, l'orientation politique récente du second en faveur des équipements sportifs grands publics, laisse l'Éducation populaire orpheline.

Types d'actions mises en référence : un lieu de pratique artistique pour résoudre les tensions sociales

Toute l'action de la Casa Musicale, à Perpignan, incarne une volonté singulière de faire le lien entre les pratiques individuelles et identitaires des populations, et les représentations de la culture comme capital collectif. C'est pourquoi nous avons décidé d'en faire une Fiche-Action.

Destinée aux publics des quartiers difficiles, l'action de la Casa s'attache à valoriser les pratiques artistiques de ses publics par la confrontation avec des professionnels. Lieu de pratique et de rencontre, l'objectif principal est de participer à l'émancipation sociale des jeunes et de faire changer leur regard sur le monde par l'éducation et la formation. Il s'agit ici de prendre en compte les nouvelles pratiques artistiques, et les pratiques sociales de la culture, de favoriser la reconnaissance sociale de ses pratiques et de ces publics, d'accompagner ceux qui le souhaitent vers la professionnalisation et la réussite, de favoriser l'accès aux œuvres du répertoire et de tisser des liens entre savant et populaire.

2.4. La Culture pour chacun et les relations Culture / Justice

Perception(s) de la CPC :

Les réflexions recueillies à l'occasion de rencontres sur cette thématique sont à la fois propres au champ d'action lui-même et, assez généralisables à l'esprit « Culture pour chacun » qui est le nôtre.

Les relations Culture-Justice sont, depuis au moins 13 ans, l'objet de stratégies conjointes de la part des différentes administrations. On ne rappellera pas ici la longue série de chartes et de conventions pour lesquelles la région Languedoc-Roussillon a été l'un des espaces privilégiés de mise en œuvre. Cela n'implique pas pour autant qu'il y ait stabilité de ces relations, ni même qu'il existe une satisfaction générale à l'égard des résultats aujourd'hui atteints. Mais la problématique d'une action culturelle sur les personnes sous main de justice fait l'objet d'une expérience acquise. Elle repose sur des acteurs en situation d'interaction et de connaissance mutuelle assez forte. Elle nous conduit à une série de constats que viennent souligner, sous la forme de Fiche-Action, plusieurs types de modalités.

Ce qui émerge des différentes pratiques identifie assez précisément ce que la « Culture pour chacun » peut revêtir, moins comme discours de rupture que comme reconnaissance de potentialités constatées au concret. D'une part, la notion de « chacun » est certes référée à une avancée vis-à-vis d'un traitement indifférencié d'individus en difficulté personnelle, mais elle ne s'accomplit que par la mise en évidence d'une dimension collective, à certains égards. D'autre part, l'accent est mis sur le rôle des *leaders* qui, à l'échelle d'un groupe, d'une « tribu », d'un quartier ou d'une fratrie, peuvent jouer un rôle décisif dans la légitimation ou au contraire la disqualification d'une entreprise culturelle ou artistique. L'accent est également mis sur le rôle majeur des *médiateurs*, accompagnateurs, gardiens ou éducateurs - selon le contexte - dont la sensibilité à l'égard de la culture (en tant que « bonne » pratique) est trop souvent présumée. Ici, la « Culture pour chacun » se devrait de cibler les intermédiaires comme des destinataires, certes singuliers, mais des destinataires à part entière de ces dispositifs. Cela implique de s'intéresser aux formations qui les concernent, et d'y instiller une dimension artistique et culturelle. Cela implique aussi d'enrôler ces intermédiaires dans l'élaboration et la mise en œuvre des opérations.

À la dimension inter-individuelle liée au rôle clef - parce que collectif - de certains acteurs (*médiateurs* et *leaders*) s'ajoute celle des *petits groupes* au sein desquels l'action culturelle trouve les conditions d'une certaine efficacité. Ce sont donc des collectifs d'individus agissant, en matière de culture, à l'image de ces détenus réunis en lecteurs pour l'octroi d'un prix, de ces enfants en résidence et atelier dans un lieu patrimonial, ou en apprentissage de spectacle, en compagnie de pairs.

Types d'actions mises en référence : reconnaître l'individu par une culture de petits collectifs

- Le prix « Derrière les murs » : l'organisation du festival international du Roman Noir - FIR, à Frontignan - avec un responsable de la Mission BD en Languedoc-Roussillon interviennent, avec le soutien d'intervenants culturels de la Maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, auprès des détenus pour les sensibiliser à la littérature noire et leur présenter les livres sélectionnés par un comité. Parallèlement, les détenus lisent les ouvrages sélectionnés puis ils élisent en juin deux lauréats pour le Prix "Derrière les murs", l'un en roman et l'autre en bande dessinée. Ensuite, une rencontre est organisée au sein de l'établissement pénitentiaire avec les auteurs.
- Les « Ateliers Musique » au quartier des mineurs de Villeneuve-lès-Maguelone : Il s'agit de proposer un espace, d'expression et de création musicale aux mineurs pendant leur incarcération : 6 heures hebdomadaires d'ateliers (écoute, initiation, composition,

enregistrements), rencontre avec des artistes, ainsi qu'un suivi à l'extérieur lorsqu'ils souhaitent poursuivre leurs projets de création.

- Les « Portes du Temps » : est une opération menée en partenariat entre certains sites patrimoniaux de la région et l'État, les collectivités et des organismes sociaux avec pour objectif de développer une offre culturelle singulière et accessible à tous. Elle est coordonnée par les Francas en Languedoc-Roussillon. Chaque site accueille gratuitement les publics des centres de loisirs, des centres sociaux et d'autres structures d'accueil. Sur plusieurs jours, la découverte d'un site et de son histoire passe par des ateliers privilégiant l'approche sensible et la pratique artistique. S'il n'est pas directement intégré à une démarche « Culture & Justice », ce projet est aujourd'hui appelé à s'orienter dans cette direction.
- Les « Rencontres Scène-Jeunesse » sont un festival des arts vivants, créé en 2000. Il réunit une centaine de jeunes de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) venus de toute la France, des associations de prévention locales. Il se traduit par la présentation, par ces jeunes éloignés des circuits de l'offre culturelle, de spectacles de théâtre, de cirque, de musique, de danse, d'arts plastiques, et par leur participation à des ateliers de pratiques artistiques animés par des professionnels en journée.

2.5. La Culture pour chacun et les relations Culture / Santé Culture / Handicap

Perception(s) de la CPC :

Ces deux champs de pertinence de la Culture pour Chacun ne sont qu'apparemment semblables. Outre le fait que les personnes handicapées n'estiment pas devoir être assimilées à des « malades », les deux domaines se distinguent sur des points importants. Par exemple, pour la santé, il est généralement fait référence à des destinataires pris au sein d'établissements, tandis que ceux-ci ne concernent que la moitié des individus relevant d'actions en matière de handicap. Et cette distinction est lourde de conséquences quant à l'identification des besoins, des attentes à l'égard des arts et de la culture.

Nous avons constaté, dans ces domaines, les mêmes perspectives associées à l'approche individualisée de ces enjeux, à la question de l'intermédiation et du partenariat. Ce que l'on peut constater au travers de la pluralité d'expériences, c'est que certaines questions y sont plus vives qu'ailleurs. Il en est ainsi de la forte dépendance de ces projets à l'égard de la bonne volonté des encadrants. Qu'un soignant se sente, par sa trajectoire personnelle, particulièrement concerné par la problématique d'action culturelle, et le projet est propulsé. Qu'il vienne à être remplacé par un soignant n'ayant pas d'appétence culturelle particulière, et ce même projet se trouve fragilisé, voire anéanti. Cette forte dépendance à l'égard des profils individuels illustre l'absence de la culture dans les formations initiales, ou dans les référentiels d'action des organismes qui réunissent ces acteurs, comme les Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Par ailleurs, autour de l'individu, se pose la question de la pluralité des pratiques que l'on met en référence. Se pose aussi celle du « pourquoi ? » de cet accès à la culture des publics et participants.

Quant au premier aspect, on peut décliner les actions entreprises comme relevant de deux modalités distinctes. La première renvoie à l'accès à la diffusion culturelle (l'accès au spectacle, au lieu d'art, etc.) dont la garantie est à peu près satisfaisante pour les lieux récents (mais pas pour les anciens) sur la question de l'accessibilité physique. En matière d'accès réel, avec tous les enjeux symboliques (« ce n'est pas pour moi ») et pratiques (l'accompagnement au lieu puis au domicile des personnes), les choses sont plus contrastées. La seconde modalité renvoie à l'accès à la pratique, qu'elle soit réalisée en amateur ou bien avec une optique plus professionnelle. Ces deux versants identifient l'enjeu de la circonscription des pratiquants : soit l'activité peut être réservée au public singulier qui en est la cible (des détenus, un groupe de handicapés, les patients relevant d'un service) ; soit on élargit sciemment le public de référence. Cet élargissement peut prendre deux formes :

- celui des encadrants, ainsi qu'on l'a mentionné plus haut, peut être non pas visé comme « intermédiaire » mais comme cible à part entière de l'action culturelle, avec l'idée que si l'on emporte la conviction de l'encadrant, il deviendra un médiateur actif de l'opération ;
- celui des personnes non-handicapées, ou bien-portantes, qui participent aux côtés des autres à une opération, avec l'idée que la mixité est un objectif intéressant à rechercher, même s'il n'est pas sans obstacles (symboliques et pratiques).

Derrière ces modalités, se trouve la question du « pourquoi ? ». L'idée que la pratique d'un art, ou de la culture soit en soi profitable ne suffit pas à épuiser la question. D'une part, il existe une ambiguïté potentielle dans le fait de « positiver » la pratique. Certains artistes se plaignent en effet d'une instrumentalisation rampante de leur intervention dans un sens « thérapeutique ». Or, on peut penser que si l'action culturelle apporte du bien-être à la personne, c'est précisément parce qu'elle se démarque soigneusement d'une thérapeutique. D'autre part, l'action culturelle se justifie doublement. D'un côté, elle est là pour restaurer l'individu : lui apporter du bien-être, de l'estime de soi, répondre à son désir. D'un autre côté, elle est là pour sortir l'individu de son statut de malade ou de handicapé, de le faire participer à un public indifférencié, d'élargir, pour

une durée déterminée, son cercle relationnel en action. Beaucoup de sens de la « Culture pour chacun » se trouve dans cette dialectique de la reconnaissance et de la transgression de l'identité personnelle.

Types d'actions mises en référence : restaurer une estime, transgresser les frontières de l'identité

- « Poésie en Langue des Signes Français (LSF) au Festival des Voix Vives de la Méditerranée ». Depuis 2007 ans l'association *Arts Résonances* travaille sur l'accès des sourds à la poésie contemporaine. Elle organise une saison poétique à Teyran, où les poètes sont traduits en LSF. Le Festival « Voix Vives » s'est associé à cette action en lui confiant une scène. L'association choisit parmi les poètes invités par le Festival, il y a une traduction préalable avec l'équipe d'interprètes. Toutes les soirées sont filmées pour aboutir à une anthologie de poésie en LSF, et à des outils de travail pour la traduction poétique en LSF.
- « Signal de lieu : mise en lumière des espaces à vivre ». Depuis 2004, l'association *Émergences* organise des actions intergénérationnelles sur un territoire avec une thématique et des artistes différents. Cela se traduit par la présentation dans un lieu public pour créer la rencontre. En 2010 : ateliers d'arts plastiques, d'écriture et de calligraphie ; création d'une sculpture collective à partir du travail de chacun ; création d'étiquettes de vins thématiques.
- « Ateliers de danse en 2011 avec des enfants de l'hôpital de jour « La Rose Verte » d'Alès et +. » Pour la 3^{ème} année, des interventions artistiques en danse sont envisagées aux enfants de l'hôpital pédopsychiatrique « La Rose Verte » d'Alès. La thématique proposée pour 2011 est « matière et matériau ». Une photographe accompagne les ateliers afin de produire un POEM (petite œuvre multimédia). Elle posera son regard sur la signification de la danse dans ses ateliers et pour ce public. La projection de ce POEM sera un support pour valoriser ces ateliers auprès de divers publics. D'autre part, pour accompagner ces ateliers, un partenariat avec le Cratère Scène Nationale d'Alès se met en place, afin que durant l'année 2011, les enfants et accompagnants puissent faire une visite du Théâtre, assistent à un (ou plusieurs) spectacle et que des ateliers aient lieu dans le studio de danse du Cratère.
- « Art, Danse et Mouvement Jeunes ». Suite à une première expérience en 2008, soutenue par la DRAC (Rencontres « Danse Hip Hop et Différences » au théâtre de la Vista à Montpellier), ce projet prévoit de rassembler autour de la danse, de l'art vivant et d'un mouvement « jeunes » comme le hip hop, une recherche créative montrant que chaque personne, même en situation de handicap peut trouver sa place.
- « Résidences artistiques en hôpital psychiatrique ». Depuis 1991 l'association *Les Murs d'Aurette* propose à des personnes ayant ou ayant eu recours à des soins psychiatriques des ateliers, stages, résidence de pratique artistique. Un de ses objectifs est qu'à chaque fois ces créations aillent à la rencontre de spectateurs. Actuellement 2 pôles majeurs : mise en place de résidences avec 4 artistes à l'hôpital psychiatrique de Narbonne et projet de création vidéo pour l'année 2011 autour de la représentation de la folie dans l'imagerie populaire.
- « Atelier cinéma du Centre Hospitalier de Thuir ». Mise en place d'un atelier cinéma animé par Nicole Baron-Seguin, scénariste, réalisatrice et productrice à raison d'une fois par semaine au sein du centre hospitalier s'adressant à des patients et accompagnés par les professionnels de santé. L'atelier a commencé en 2003 et suite à son succès, s'est pérennisé avec l'ambition d'être ouvert à toutes unités du centre hospitalier.

2.6. La Culture pour chacun et les Pratiques Numériques

Perception(s) de la CPC :

Les pratiques numériques, si l'on en croit les analyses sociologiques, ont ceci de particulier qu'elles résistent, plus que d'autres pratiques culturelles, à une stricte approche en termes d'inégalité sociale. En effet, ces pratiques sont, comme tous les domaines à forte innovation technologique, plus sensibles que les autres à un facteur générationnel. Mais elles sont aussi, comme en témoigne la dernière enquête sur les pratiques culturelles des français, marquées par une inégalité d'accès qu'illustre le double fait que la moitié des foyers ne disposait pas d'un accès à internet en 2008, et que l'intensité des usages était tout de même fonction de l'identité sociale des individus et de leur niveau de diplôme. Cela en fait, à notre avis, un secteur crucial, même si peu pensé comme tel, de démocratisation culturelle. Les rapports entre numérique et culture s'inscrivent dans deux grandes perspectives. La première fait du numérique un nouvel outil de diffusion culturelle, et s'interprète comme une déclinaison spécifique des objectifs d'action culturelle. La seconde fait du numérique un nouveau secteur de créativité artistique. Face à cette ambivalence (outil de diffusion / instrument de création), c'est plutôt sur le second point qu'il nous paraît important de mettre l'accent, du point de vue de notre problématique.

L'appréhension du thème obéit à plusieurs registres, que nous avons recensés à l'occasion d'entretiens menés auprès de la structure Kawenga. Il s'agit d'un centre de ressources régional dédié au développement culturel et artistique des technologies numériques. Issu du programme Espace Culture Multimédia, ses actions s'adressent aux jeunes, artistes, chercheurs et professionnels de la culture ou de l'éducation. Il soutient la création artistique en accompagnant les artistes (accueil en résidence) et en accompagnant les pratiques amateurs et la formation des professionnels de la culture, de l'éducation et de l'insertion.

Dans ce cadre, la « Culture pour chacun » peut renvoyer, tout d'abord, au fait de déjouer les tendances les plus standardisées d'usage des nouveaux outils numériques. Le « chacun » est conçu comme une résistance à l'emprise des usages mimétiques et marchands du numérique. Ceux-ci découlent aussi des demandes formulées par les utilisateurs eux-mêmes, ainsi que l'illustre le cas de cette personne qui cherche uniquement, auprès du centre de ressources, une aide pour le montage d'un film familial, et qui, au contact de la structure, va également faire l'apprentissage d'une autre façon d'envisager cette technique, mais aussi découvrir d'autres outils logiciels, d'autres utilisateurs, etc. Le « chacun » comme dé-banalisation de l'outil technique, est une première perspective.

La deuxième dimension, qui se rapproche de thèmes que nous avons déjà mentionnés, est celle du petit collectif qui se retrouve autour d'un thème (le son, le graphisme, la vidéo...), d'un artiste éventuellement reconnu, et qui va vivre sa vie. Plus inter-individuel que réellement collectif, ce groupe est la cellule de base d'une créativité sectorielle, et en même temps touche à la personne comme telle.

La troisième est, cette fois, plus proches des registres classiques de l'aménagement culturel, et concerne la fracture numérique. Celle-ci peut donner naissance à des dispositifs de formation (y compris de professionnels de la culture, comme les bibliothécaires), mais aussi à des actions éducatives auprès des jeunes, ou à des actions dans les quartiers situés en zone urbaine sensible.

Sur ces trois dimensions, la « Culture pour chacun » est perçue davantage comme un discours potentiellement mobilisateur que comme une philosophie nouvelle d'action culturelle. L'articulation des finalités collectives (lutte contre la fracture sociale ou territoriale) et plus individuelle (accompagnement de parcours, aide aux artistes ou à la création) est un registre reconnu pertinent depuis le départ.

Types d'actions mises en référence : le chacun comme résistance, échange, potentiel créatif

- « Points communs » : le principe fondateur est l'ouverture aux usagers eux mêmes : il s'agit de permettre aux usagers du lieu de constituer des groupes d'intérêt sur des thématiques (logiciels libres, graphisme, vidéo, création sonore...) et d'inventer des modalités de rencontre et d'animation, de proposer des événements et contribuer ainsi à l'animation du lieu.
- « Samedis Numériques » : ils sont une des modalités proposées pour développer la faculté pour tous de s'approprier des outils dans des visées d'expression. Ces modalités font une suite cohérente avec l'accompagnement des pratiques amateurs ou des artistes et permettent une mise à niveau technique pour développer des usages créatifs.
- « Actions Éducatives » : il s'agit ici d'initier des jeunes collégiens ou lycéens à la pratique artistique par la découverte et manipulation d'oeuvres numériques interactives, la rencontre avec un artiste et son travail, la visite d'un lieu de création et/ou de diffusion des arts numériques.

Au travers de ces dispositifs, il s'agit de transmettre, faire découvrir et expérimenter les outils de la création numérique et leurs différentes applications. Le numérique, que l'on pare souvent de capacités inédites de standardisation des comportements (le spectre de la robotisation des usages) et, dans le même temps, d'expressionnisme débridé de l'individu (le spectre du narcissisme sans borne de la blogosphère), se trouve ici travaillé de façon « diagonale » : ni valorisation de la première, ni glorification de la seconde. C'est en ce sens que la « Culture pour chacun » peut y trouver un certain sens.

3. La Culture pour chacun : la médiation en question

3.1. Points de vue politiques

Du grand public aux publics spécifiques : l'ambition du sur-mesure

Dans de nombreux domaines, les politiques de médiation incarnent la mise en pratique de l'idée d'une culture accessible à tous sans renoncer à l'exigence de former un spectateur critique. Face à cette tâche, il importe de distinguer le grand public qui vient, de lui-même, fréquenter les lieux culturels, et l'autre public, celui que l'action culturelle va chercher. Cette partition témoigne de deux logiques distinctes de médiation. D'un côté, une logique généraliste qui vise le plus grand nombre, et de l'autre côté, une logique spécifique (individualiste ?) qui s'attaque aux difficultés plus particulières de certains groupes, le plus souvent désignés à partir de catégories empruntées au secteur social : handicapés, jeunes en difficultés scolaires, jeunes sous main de justice, détenus... Si, pour chaque institution culturelle, cette distinction est nécessaire, la politique de médiation culturelle de l'agglomération montpelliéraine propose une vision plus syncrétique autour de trois axes : valoriser et mettre en réseau la culture sur tout le territoire ; implanter des équipements de proximité pour renouveler et élargir les publics ; faire de la culture un axe fort du vivre ensemble.

Cette définition politique de la médiation culturelle englobe les deux catégories de publics en prenant soin de ne pas les distinguer, de sorte qu'il soit facile de passer du tous au chacun, du projet collectif (vivre ensemble) aux besoins spécifiques des populations (proximité), sans jamais renoncer à lier les deux (mise en réseau). Cet aller-retour subtil entre le collectif et le singulier favorise une définition de la médiation à partir de la prise en compte des besoins et des spécificités des groupes qui composent le territoire, et prend ses distances avec une logique de conversion propice à l'instrumentalisation des hiérarchies culturelles. Intégrer la spécificité des publics et des territoires, traduit une volonté de sortir de l'indistinction qui caractérise, parfois hypocritement, les destinataires des politiques culturelles, et rappelle combien, pour être opérationnelle, la médiation implique une identification plus précise des publics visés afin d'ajuster son action.

Redéfinir la culture et les destinataires de l'action publique ?

En écho avec l'idée de faire de chacun le nouveau destinataire des politiques publiques, la prise en compte des différences et des besoins spécifiques de chaque groupe est présentée comme une condition du mieux vivre ensemble. Si cette vision rappelle les vertus de *l'empowerment* – souvent présenté comme une réponse politique à la fragmentation sociale, à la paupérisation et au respect de la diversité culturelle –, la plus grande prise en compte des aspirations des administrés doit se garder du communautarisme tout comme de l'institutionnalisation des discriminations (Jouve 2005). Dès lors, au lieu d'une démocratisation accrue de la société, le droit à la différence est instrumentalisé au profit d'une reproduction des rapports de domination entre les groupes sociaux.

Ces réflexions nous amène à souligner le fait que proposer une redéfinition définition, même discursive, des destinataires des politiques culturelles implique aussi de redéfinir ce que l'on entend par culture. Aller jusqu'au bout des présupposés portés par la culture pour chacun, c'est aussi mettre en avant une vision plus anthropologique de la culture comme constitutive des identités et des modes de vie des groupes sociaux. Cette approche, plus anglo-saxonne, se distingue de la manière d'envisager la culture qui jusqu'ici dominait l'action publique, à savoir un capital d'œuvres à vocation universelle. Doit-on voir dans cette rupture annoncée, une plus grande prise en compte des transformations de la société contemporaine et des modes de vie liés à la mondialisation des échanges culturels ?

La culture pour chacun par la médiation : tous pour chacun ?

La place et rôle de la médiation s'imposent au moment où le ministère de la Culture réaffirme son attention à l'égard des pratiques culturelles comme un opérateur essentiel de la construction du lien social, et à l'égard des modes d'appropriation individuelle de la culture en tentant la « Culture pour chacun ». Il se dégage alors un consensus pour rappeler combien l'ambition d'une médiation culturelle réussie nécessite la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la vie culturelle (artistes, institutions, chercheurs, agents, etc.) dans l'accompagnement et la conquête des publics. A l'échelle institutionnelle, cette ambition implique également le renforcement des politiques partenariales et interministérielles (justice, cohésion sociale, ville, éducation...). Profitant de l'ambiguïté qui la caractérise, la médiation culturelle est souvent présentée comme une solution pour mettre en œuvre la « Culture pour chacun ». Il n'est donc pas inutile de rappeler que ce terme est importé du secteur juridique où il désigne certaines procédures de conciliation. Cette logique sous-jacente du conflit indiquerait-elle que le divorce entre la population et la culture est si fort qu'il nécessite une réconciliation ? La Culture pour chacun incarnerait alors cette idée de réconcilier la culture et le peuple ? Pour intéressant qu'il soit ce débat n'occulte pas un autre fait majeur, celui des difficultés matérielles et statutaires que rencontrent la profession de médiateur, tout comme le flou qui entoure ses missions. Et la vision œcuménique des médiateurs (artistes, institutions, chercheurs, agents...) parfois défendue ne contribue pas à résoudre le problème. En posant des problèmes concrets, la question partenariale donne davantage d'indications sur la méthode à suivre sur la nécessité de démultiplier les champs de la médiation culturelle, à l'image de ce que de nombreuses institutions font à travers l'action culturelle. Elle rappelle aussi combien la culture reste le parent pauvre des politiques interministérielles.

Références :

JOUVE Bernard, (2005), « La démocratie en métropoles : gouvernance, participation et citoyenneté », *Revue Française de science politique*, vol. 55, n°2.

3.2. Points de vue philosophiques

Vide de la médiation ou médiation par le vide ?

Dans son intervention Paul Blanquart a clairement mis l'accent sur l'engouement que connaît aujourd'hui la notion de médiation : « *c'est pas très clair comme expression, tout le monde est médiateur, tous les travailleurs sociaux redéfinissent leur métier en termes de médiation, c'est pareil pour la culture* ». Cette mode témoigne d'une évolution du rapport au langage dans la société induit par l'hégémonie de la communication. L'importation du terme de médiation dans le giron de la culture doit en effet beaucoup aux chercheurs des sciences de l'information et de la communication, qui dans la quête d'une autonomie de leur discipline ont tenté d'inventer un nominalisme communicationnel (Caune 2006, Debray 1991, Wolton 1997). Ces chercheurs ont d'ailleurs montré combien l'évolution des modes de communication a engendré une transformation décisive des rapports à l'espace et au temps, et par extension des rapports sociaux. Désormais, la mondialisation des échanges et la globalisation de l'économie ont redéfini le rapport de force entre les individus et les groupes sociaux où la domination ne trouve plus sa source dans une série de compétences particulières mais dans la capacité à maîtriser des flux et à les faire fructifier, parfois au détriment de l'aliénation de certains groupes sociaux (Castells 1998). Cet éclatement de la société favorise le développement de deux processus concomitants qui consacrent l'ambivalence de l'individu à la fois et en relation avec les autres. Dans cette perspective, ce n'est plus l'établissement d'un lien qui favorise la médiation entre les individus mais le vide, ou pour le dire autrement, des espaces où chaque individu peut exprimer sa singularité tout en retrouvant les autres. Pour Blanquart, sous cet angle, la culture n'est plus alors quelque chose « à destination de tous », mais de quelque chose qui résulte d'un vrai processus démocratique qui est co-construit « par tous ».

Le public participant

La perspective historique et philosophique permet de relativiser la croyance politique du « tout médiation » compte tenu du flou qui entoure cette notion. Si les espoirs placés dans cette nouvelle manière de nommer l'action culturelle créent une forme d'enthousiasme indéniable, aucune profession ne semble pouvoir en incarner les multiples facettes. Par ailleurs, l'évolution des sociétés contemporaines n'est pas caractérisée par une absence de lien, mais plutôt par une profusion des moyens de communication. Les inégalités sociales et territoriales des individus face à ce foisonnement et aux multiples compétences techniques qu'il exige, invitent à reconsidérer les espaces de médiation ordinaires et à exploiter leur dimension participative. En effet, la démultiplication de l'individu et des sociabilités modernes doit interroger sur la portée contemporaine de la pédagogie de l'institution héritée de l'Education Populaire dans une époque où le temps libre devient aussi bien un moment de divertissement que d'apprentissage. Dans ces espaces de médiation non institutionnels, les sociabilités représentent le canal et la motivation principale de ces pratiques distractives ou pédagogiques. Comme le montre la dernière enquête sur les pratiques culturelles des Français, les nouvelles technologies favorisent des comportements d'autoproduction qui redéfinissent à la fois l'offre et aux produits culturels (Donnat, 2009). Désormais, la question de la réception n'est donc plus tout à fait éloignée de la pratique artistique elle-même. De fait, la capacité du consommateur à influencer, par son comportement de loisir, la vie culturelle contribue aussi bien à la renaissance de certaines formes issues de la tradition qu'à l'acceptation de nombreuses innovations techniques ou artistiques.

Reconnaître la capacité des consommateurs à s'organiser en tant que public permet de mieux comprendre la manière dont les individus participent à la construction de l'activité artistique (Habermas 1978). Les publics de la culture désignent alors un ensemble d'individus formés et informés par l'activité artistique, et qui participe au changement artistique. Le projet d'une intervention publique se défend alors au nom de la possibilité de former une communauté esthétique enrichissante pour ceux qui la partage. Cette perspective politique rappelle combien la démocratie ne vise pas le « pour tous », sur le modèle des sociétés pyramidales du haut vers le bas, mais le « par tous » dans une société coproduite par ses membres. C'est ainsi une transformation complète de la perspective de l'action culturelle qui en découle, en passant d'un rapport prédicatif vertical à une logique horizontale d'échanges. Malgré tous les espoirs que porte ce modèle, le sociologue rappelle la nécessité de ne pas oublier les rapports de classes et de hiérarchie qui habitent la société. Ainsi, la critique qu'adresse Bernard Jouve au concept de ville créative rappelle combien une élite créative ne manque pas de remplacer une élite sociale dans un même esprit de domination symbolique (Jouve, 2004).

Références :

- CASTELLS Manuel, (1998), *L'ère de l'information. Vol. 1. La société en réseaux*. Paris : Fayard.
- CAUNE Jean, (2006), *La démocratisation culturelle : Une médiation à bout de souffle*. Grenoble : PUG.
- CAUNE Jean, (1999), *Pour une éthique de la médiation : Le sens des pratiques culturelles*. Grenoble : PUG.
- DEBRAY Régis, (1991), *Cours de médiologie générale*. Paris : Gallimard.
- DEBRAY Régis, (2000), *Introduction à la médiologie*. Paris : PUF.
- HABERMAS Jürgen, (1978), *L'espace public, Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris : Payot.
- JOUBE Bernard, (2004)., « Introduction : les métropoles au croisement de la globalisation et de la transformation du politique », in Jouve B., Booth P. (dir.), *Démocraties métropolitaines*. Québec : Presses de l'Université Québec.
- WOLTON Dominique, (1997), *Penser la communication*. Paris : Flammarion.

3.3.Médiation et publics : réduire l'éloignement social

Au-delà des publics, des situations spécifiques

Discuter des destinataires de l'action culturelle, c'est nécessairement renvoyer à des situations difficiles que la notion de public décrit mal. Cela est particulièrement illustré par l'expérience des acteurs socioculturels. On renvoie ici, à titre d'exemple, à l'action dans son environnement de quartier de la Maison Pour Tous Léo Lagrange (Fiche Action n°17 - STAF). De fait, pour éviter la stigmatisation des individus, certains acteurs préfèrent évoquer les situations auxquels renvoient ces stigmates pour personnaliser une action culturelle qui permette à chacun de prendre part à la société. Dans ce contexte, le médiateur est défini comme un passeur qui accompagne l'individu dans la construction de sa personnalité, qui l'aide à s'ouvrir au monde, et qui favorise le vivre ensemble.

La médiation au musée : favoriser le parcours de chacun

Au musée, la médiation, c'est aller à la rencontre du public pour favoriser la rencontre avec l'œuvre, et réduire l'éloignement de certaines populations. Il s'agit de faciliter l'expérience esthétique individuelle, et d'accompagner tout un chacun dans son parcours de vie. Cette logique d'autonomisation comprend également le fait de former les professionnels de chaque secteur pour qu'ils deviennent à leur tour des passeurs. La médiation culturelle prend la forme d'actions ciblées (lycées, prisons, crèches, etc.) dans un cadre partenarial précis qui favorise le contact avec ces publics spécifiques.

La médiation active : culture, formation et émancipation

L'éducation active défend l'idée que la culture est une source d'émancipation sociale, et que la formation continue favorise le développement personnel. Reliant les deux, les pratiques culturelles favorisent la construction de la personne. Ici, le travail de médiation nécessite d'abord d'inscrire les médiateurs dans un rapport positif à leur propre culture pour qu'ils puissent à leur tour proposer un accompagnement global de la personne autour d'un projet individuel et d'ateliers de pratiques collectives.

La médiation en milieu hospitalier : mélanger les gens

Dans le milieu hospitalier, la notion de public n'est pas pertinente dans la mesure où les gens sont considérés en fonction de leur pathologie et dehors de leur statut social. Ici, la médiation culturelle s'appuie donc sur la confrontation avec l'autre et la proximité du regard avec la maladie ou la folie. La médiation favorise alors le mélange des individus : personnes hospitalisées, sous suivie psychologiques et habitants de la ville.

La médiation dans un festival : l'égalité devant la culture

Revendiquer le fait que la culture joue un rôle dans la cohésion sociale et le vivre ensemble implique de porter attention sur ce qu'il y a de commun aux individus. Pour certains acteurs culturels, le public n'est pas responsable des difficultés que rencontre la démocratisation dans la mesure où le système culturel organise lui-même la mise à l'écart d'une frange de la population. Par sa liberté, le festival peut ambitionner le mélange des genres et des publics. La médiation s'incarner alors dans la capacité du festival à fabriquer de l'appartenance multiple. Pour cela, la programmation doit viser l'excellence au-delà des esthétiques. Faire de la médiation, c'est donc éprouver la nécessité d'abolir les hiérarchies culturelles sans renoncer à l'excellence.

3.4.Médiation et territoire : comprendre des populations

Des lieux de rencontre de la dignité culturelle de chacun

Dans l'aménagement de l'espace, la médiation doit favoriser l'interconnexion des dignités culturelles, en portant l'idée que chacun a sa propre dignité culturelle. L'espace public est alors conçu comme un espace de tensions et de négociations où se fabriquent des réalités nouvelles.

La médiation dans une Scène Nationale : viser la population d'un territoire

En plaçant l'artiste au cœur de leur démarche, les scènes nationales confrontent singularités d'artistes et singularités de publics à travers divers dispositifs. De la diffusion à l'action culturelle, le public d'une scène nationale se compose à la fois, des personnes qui assistent aux spectacles, et des destinataires de l'action culturelle. Dans tous les cas, la médiation s'effectue avec les artistes. La médiation ne peut donc se penser sans une évaluation régulière pour se renouveler les actions chaque année, et favoriser l'élargissement socioculturel des salles. Ici, la question du territoire est cruciale puisqu'il faut sans cesse aller à la rencontre de la population. Ceci implique de sortir du théâtre et de multiplier les actions avec tous les acteurs de ce territoire (société civile, politiques, acteurs sociaux...) pour favoriser la rencontres des expériences. L'action culturelle c'est donc un travail de reconnaissance des individus en tant que tel, des allers-retours entre les publics et les artistes, entre le centre et la périphérie.

L'intervention artistique : rendre l'urbain désirable

Le travail de co-création en lien avec les populations et la vie des quartiers est une forme de médiation culturelle ou artistique, sans intermédiaire, effectuée par les artistes eux-mêmes. En lien avec les populations, l'intervention artistique dans l'espace public prend la forme d'une négociation entre rencontre avec les bailleurs, les élus, les services techniques des villes... L'exemple des jardins familiaux repose sur une démarche d'interpellation esthétique par une forme de réappropriation de l'espace public des cités, qui donne une plus value au territoire. Dans la ville, la démarche esthétique reste un des principaux blocages des services techniques des villes et du développement urbain. L'évaluation des actions menées et la réflexion autour des nouvelles pratiques plaident pour un développement urbain désirable plus que durable. C'est alors la culture qui est pensée comme médiation pour faire le lien entre l'urbain et l'humain.

La médiation culturelle itinérante en milieu rural

La faible densité des établissements culturels en milieu rural démultiplie les missions de ceux qui existent autour d'une sorte d'ingénierie ou de médiation institutionnelle de projet. Sans lieu fixe, les structures de programmation itinérantes sont obligées de s'adapter au territoire et de dépasser le giron culturel de leur action. Pour une structure toujours de passage, la difficulté consiste à entretenir l'envie du politique à l'échelon local en ouvrant le projet artistique aux dimensions stratégiques du territoire : économie, tourisme et patrimoine.

La médiation technologique dans les territoires

Malgré, ou peut-être en raison du titre de la dernière étude sur les pratiques culturelles des Français, le discours sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) croit fermement aux nombreux bénéfices sociaux qu'apportera la révolution numérique. Cette vision angélique élude les nombreuses inégalités sociales, générationnelles et territoriales qui concernent aujourd'hui encore l'usage des TIC. De fait, les TIC sont tour à tour présentées comme un outil de développement territorial, comme un moyen de renouveler les médiations, ou comme un atout pour faciliter les échanges, les rencontres virtuelles et la dématérialisation des contenus culturels. On peut pourtant se demander si cette individualisation des pratiques favorise vraiment la découverte, et si elle n'induit pas un glissement de la culture pour chacun

vers la culture pour soi. Ce qui, en soit, ne ferait qu'accentuer les inégalités d'accès à la culture. L'espoir réside dans la démultiplication des espaces de création et de diffusion favorisée par le numérique et la vitrine Internet. Internet est alors envisagé comme un outil capable de créer du lien social et des nouvelles communautés de goûts et de pratiques (partage, création, évaluation), tout comme l'émergence de nouveaux acteurs spécialisés dans la distribution des biens culturels en ligne. Outre les difficultés d'accès à Internet qui demeurent, les limites de la médiation numérique sont aussi la disparition de certains acteurs (créateurs, éditeurs...), l'isolation des pratiques (malgré la mise en réseau) et la durée de vie des biens culturels, réduits à l'instantanéité de leur consommation (streaming).

3.5.Médiation et illettrisme : rendre visible

Rendre visible l'illettrisme

L'illettrisme est une réalité invisible, cachée par les acteurs eux-mêmes. Les données montrent pourtant que l'illettrisme touche toutes les catégories de populations et tous les territoires. La cohérence d'un plan régional contre l'illettrisme favorise l'adaptation des bonnes pratiques aux territoires car les besoins sont différents selon les bassins de population.

La formation professionnelle comme médiation culturelle

La lutte contre l'illettrisme est une compétence qui relève de l'Etat et non des régions. Dans un contexte où les collectivités territoriales sont appelées sur tous les fronts, en Languedoc-Roussillon, choix a été fait de se concentrer sur des publics particuliers comme les jeunes, les demandeurs d'emploi et, dans une moindre mesure, les salariés. Ce choix s'appuie sur le constat que l'éloignement à l'égard de l'emploi s'accompagne toujours d'un éloignement à l'égard de la culture. La formation professionnelle peut donc représenter un médiateur culturel important qui favorise l'égalité entre citoyens à tous les niveaux.

La médiation des auteurs à travers la pratique d'écriture

La question de l'élargissement des publics du livre fait clairement partie des missions de LR2L qui succède au Centre Régional des Lettres en 2004. Toutefois, c'est plutôt la population dans son ensemble qui est visée par cet établissement. Le secteur du livre apparaît encore très jeune dans sa réflexion sur ses destinataires consacrant davantage son action sur les professionnels. La médiation vise à sensibiliser au livre et à la lecture avec des professionnels pour vulgariser ces pratiques et se mettre au niveau des populations. Les moyens utilisés sont les ateliers de pratiques d'écriture et de lecture, des actions autour de publics spécifiques comme les lycéens, les détenus... L'idée étant de désacraliser l'auteur et le livre et de valoriser les travaux d'ateliers par des publications. Ces publications forment également une trace et une mémoire des actions.

La lecture contre la misère et à l'écoute des gens

La mobilisation collective à l'égard des populations les plus démunies ne vise pas seulement l'apprentissage de la lecture en tant que telle mais sa capacité à la lutter contre la misère en favorisant l'accès aux droits fondamentaux : logement, éducation, culture... L'idée est que le savoir et le beau ne sont pas du luxe et participent à la dignité humaine. Les bibliothèques de rue, les universités populaires favorisent le contact direct avec les populations comme c'est le cas avec les gitans de la Cité Gély. Ici, et malgré certaines avancées, les écarts se creusent entre les générations où les jeunes ne savent pas lire et écrire alors que leurs parents ont appris mais ne leur ont pas transmis. La médiation littéraire est donc une activité de longue haleine qui ne peut fonctionner sans la reconnaissance de la culture des populations en difficulté afin que les enfants ne sentent pas coupés entre ce qu'ils vivent au quotidien et ce qu'ils vivent à l'école. Pour penser ce cheminement vers la lecture, l'écoute et la compréhension de leur identité et de leur culture sont fondamentales.

3.6.Médiateur : une profession en devenir ?

L'enjeu de la médiation : faire du commun avec le singulier

Dans les années 1960, avec la philosophie du choc esthétique, la médiation, tout comme l'éducation n'étaient pas considérées comme nécessaire. Si les années 1980 voient l'émergence de la profession de médiateur au moment où un discours sur l'échec de la démocratisation apparaît, la décennie suivante marque l'explosion des emplois de médiateurs et des formations afférentes. Avec la forte diffusion des nouvelles technologies, les années 2000 voient se multiplier les territoires de l'art et les champs d'action de la médiation culturelle. Malgré cela, les métiers de la médiation culturelle restent précaires et faiblement intégrés. Cette profession se trouve pourtant au cœur de l'articulation entre démocratisation et la démocratie culturelle, entre une vision ascendante de la culture à expliquer, et une vision horizontale de la culture à reconnaître et à partager. La sociologie des médiateurs laisse pourtant penser que cette idée n'est pas totalement partagée. Se poser la question de la médiation culturelle, c'est pourtant reconnaître l'enjeu politique du partage du sensible qui implique de partir des singularités de chacun pour fabriquer du commun, l'un étant la source de l'autre.

La médiation culturelle : un métier ou une dimension ?

La médiation culturelle peut aussi être portée des non professionnels. Si on considère sa dimension éducative, elle renvoie à la fois à des professionnels, donc à des métiers, mais également à un processus global qui est l'affaire de tous. Dans les établissements qui relient social et culturel, il est impératif que la médiation soit portée par tous les personnels de l'équipe. Il s'agit alors davantage d'une fonction commune de l'activité professionnelle, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne nécessite pas de compétences bien réelles comme l'empathie par exemple.

La co-construction : une vision plus démocratique de la création ?

La co-construction et le projet sont souvent évoqués pour servir de base à la rencontre entre des œuvres, des artistes et la population d'un territoire donné. La médiation devient alors un processus collectif qui met les destinataires en situation, et qui leur apprend à dialoguer entre eux et à faire société, et d'une certaine manière à faire public. Ce travail dialogique entre producteurs, destinataires et intermédiaires favorise l'identification et le dépassement des freins matériels, psychologiques ou symboliques. Ici, les artistes ont un rôle à jouer pour faire valoir les enjeux de l'art dans la société tout comme pour favoriser la rencontre.

Reconnaissance du métier, reconnaissance des institutions

Si certains défendent le métier de médiateur en évoquant les difficultés à atteindre les citoyens, tous s'accordent sur le fait qu'il n'y pas d'école particulière pour apprendre ce métier, même si des compétences et des savoirs faire existent. D'autres encore dénoncent un angélisme autour de la médiation accentué par la nécessité de remplir des équipements culturels alors que la rencontre avec les œuvres et les artistes ne se fait pas toujours dans un lieu préétabli. Ici, le débat sur la médiation rejoint celui sur les différences de statuts et de reconnaissance entre les établissements culturels. Ces différences génèrent ce que certains appellent une « misère de position » qui se répercute sur l'ensemble des fonctions des établissements.

3.7.Médiation et citoyenneté : la cohésion en questions

Penser les partenariats pour dépasser les institutions

Les rencontres qui débouchent sur un dialogue fonctionnent en tant que processus de médiation, mais elles ne sont pas reproductibles. La médiation débouche donc sur des actions sur-mesure et polymorphes qui s'adaptent aux situations et aux opportunités. Pour prendre pleinement la mesure de ce constat et sortir du discours critique à l'égard des institutions, il faut s'employer à développer des stratégies partenariales qui favorisent le croisement entre le social, l'éducation et le territoire. La question des pratiques numériques apparaît cruciale dans la mesure où elles induisent un changement du rapport à la culture, et favorisent la prise en compte des jeunes.

Démocratiser la création

La médiation renvoie aux espoirs qui fondent la culture comme un élément important de la cohésion sociale. Il y a pourtant une vraie difficulté à présenter la culture dominante ou savante comme une valeur commune qui crée du lien sociale alors que les cultures populaires émergentes peines à être reconnues. L'idée que la culture populaire revitalise la création, a encore du chemin à faire. Au-delà de l'appropriation d'un récit national autour de la culture, le passage de la créativité à la création via les pratiques amateurs apparaît comme un moyen pour lier culturel et social, et valoriser le bénéfice social de la culture en termes d'épanouissement et de mieux vivre ensemble.

La culture, le parent pauvre des politiques interministérielles

Hormis la création de quartiers prioritaires dans le cadre des Contrats Urbains de Cohésion Sociale, qui ont permis de développer une nouvelle politique culturelle et d'aller au devant des populations, la culture reste le parent pauvre des politiques de la ville, et plus largement des politiques interministérielles. La notion de publics spécifiques – sur laquelle s'appuient l'action culturelle et une partie de la médiation culturelle – provient pourtant de la mise en œuvre de politiques interministérielles. Malgré cela, la culture demeure une variable d'ajustement pour les autres ministères, tandis que pour le ministère de la Culture, ce sont les politiques interministérielles qui sont l'ajustement. Si l'on ajoute à cela le manque de visibilité et de valorisation des actions menées, on peut se demander si, en dépit de tous les discours, la culture est vraiment envisagée comme une priorité dans les programmes de cohésion sociale. Si bien, que c'est l'échelle européenne qui semble parfois la plus pertinente pour développer des projets de médiation.

S'appuyer sur les associations pour passer du général au particulier

Le rôle des acteurs associatifs est crucial dans le monde de la culture. Les associations représentent un intermédiaire décisif qui peine à être reconnu par les pouvoirs publics. Paradoxalement, les associations culturelles qui demandent des financements dans le cadre de projets de cohésion sociale sont peu nombreuses, et l'argent pour la culture est peu consommé.

Envisager la culture comme un outil de paix sociale, c'est aussi admettre la pluralité sémantique de ce mot, et la nécessité d'élaborer des médiations entre les différences sens et les différentes pratiques de la culture.

4. Préconisations

Au terme de ce parcours à la recherche de la « Culture pour chacun » (CPC), nous avons acquis plusieurs convictions, qui plaident pour les préconisations qui vont suivre. La première de ces convictions est que la CPC n'énonce pas un nouveau paradigme des politiques culturelles, et qu'elle ne désigne pas davantage un corpus cohérent de principes ou d'instruments, de nature à justifier une rupture de politique publique. Il ne s'agira donc pas, au titre de ces préconisations, de faire comme s'il s'agissait de parler d'une « nouvelle action publique », de processus inédits. On ne proposera donc pas ici de « label CPC », ou autre dispositif spécifique. Il nous semble, en revanche, que l'un des maîtres mots qui traverse tous les échanges auxquels il nous a été donné d'assister, est celui du renforcement des capacités d'acteurs, dans des espaces de l'action culturelle souvent définis par une moindre légitimité, une moindre habileté dans la manière de se promouvoir, une moindre centralité au sein des institutions. C'est donc de renforcement de ces capacités que nous allons parler ici, à partir des trois grands thèmes qui ont tramé notre enquête et nos échanges : l'individu, l'intermédiation, le partenariat.

Pour l'individu : privilégier le renforcement des petits collectifs

De quel « chacun » parle-t-on ? S'il n'y a pas d'institution culturelle qui soit en dehors du champ de la CPC, il faut préciser en revanche le champ du public concerné par elle. Les destinataires sur lesquels peuvent prendre place des actions particulières ne font pas partie des publics qui fréquentent déjà les institutions artistiques et culturelles, et pour lesquels une action spécifique n'a pas lieu d'être en termes d'accès, même si la question demeure en termes de qualité de la pratique.

Cet individu, dans tous les domaines, n'est jamais l'individu isolé, comme nous l'avons rappelé à l'appui de Norbert Elias ou François De Singly. Le support de la CPC, c'est un *chacun* micro-collectif : celui des pairs, d'un groupe de petite taille. Ces groupes sont constitués d'individus, dont les relations font souvent émerger des « leaders » qui influent sur le comportement du groupe et de ses membres. C'est au sein de ces groupes que se constituent une « culture » (au sens anthropologique) et un certain rapport à la culture (au sens des institutions culturelles).

Ces groupes constituent, en termes de CPC, la plus intéressante unité pour bâtir une action (exemples : détenus, jeunes sous main de justice, étudiants, familles, handicapés, jeunes des quartiers, amis, etc). C'est parce que la pratique culturelle est, presque toujours, une pratique sociale - c'est-à-dire générée par un groupe, un couple, une famille - qu'elle est aussi génératrice de pratiques sociales, liées aux rencontres, par exemple.

Dans ces groupes, où se trouve l'individu, la reconnaissance d'une spécificité culturelle peut aller de pair avec l'émancipation de chacun à l'égard d'un repli communautaire. La CPC, c'est donc la reconnaissance du groupe comme levier d'une émancipation culturelle de chacun de ses membres. Dans cette acception, une action « CPC » vise non pas la confirmation de l'identité culturelle du groupe, mais la reconnaissance de sa spécificité comme capacité à créer du lien social en son sein et vers les autres ; bref, à construire du commun.

- **PRÉCONISATION 1.** Une action CPC pourrait se distinguer par son approche assumée des groupes dans les projets d'action culturelle.

Pour l'intermédiation : parier sur la formation culturelle

Contrairement à une idée reçue, les intermédiaires (animateurs, éducateurs, etc.) n'ont systématiquement ni les outils, ni l'appétence à l'égard de la culture pour engager une action de médiation positive. On constate partout une réalité très fragmentaire, où c'est l'appétence personnelle, loin d'une quelconque obligation ou d'un référentiel professionnel, qui explique l'engagement ou non dans des projets culturels. L'intermédiaire, dans l'action culturelle, pose plusieurs problématiques distinctes :

- Celle du *professionnel n'appartenant pas* au champ culturel, sa capacité à transmettre une appétence culturelle repose uniquement sur des passions et une bonne volonté personnelles.

C'est le cas chez les médiateurs sociaux, dans l'éducation nationale, comme en milieu carcéral, par exemple. Cette intermédiation est donc structurellement fragile.

- **PRÉCONISATION 2.** Renforcer la formation des intermédiaires à la médiation culturelle. Cette formation pourrait, chemin faisant, être plus systématiquement soucieuse de diversité culturelle.
- Celle du *professionnel appartenant* au champ culturel, le plus souvent dénommé médiateur, dont la faible reconnaissance institutionnelle et les moyens aléatoires brident la capacité d'action. Le médiateur, au lieu d'être un fer de lance de l'action culturelle, devient une variable d'ajustement des politiques de publics.
 - **PRÉCONISATION 3.** Aller vers la reconnaissance statutaire d'un métier.
- *L'artiste*, pour lequel la capacité à transmettre suit des chemins plus singuliers, et qui s'inscrit dans une perspective de co-construction, plus ou moins volontaire.
 - **PRÉCONISATION 4.** Faciliter ce type de dispositifs : espaces participatifs, résidences d'artistes, commandes sociales d'œuvres, etc.
- Le *produit*, c'est-à-dire l'individu qui a bénéficié de l'action culturelle et en a conçu un parcours exemplaire : réussite artistique, professionnalisation dans le secteur culturel, émancipation personnelle.
 - **PRÉCONISATION 5.** S'appuyer sur cette exemplarité pour définir des dispositifs originaux de médiation.

Contrairement à une vision schématique, la médiation doit être entendue comme une dimension que partage une pluralité d'acteurs, qui implique une diversité de savoir-faire et de compétences, qui dépassent le seul périmètre d'intervention d'un médiateur, aussi professionnel soit-il. Comme cela a été maintes fois souligné, l'action culturelle implique certes le recours à l'artiste, mais celui-ci intervient de façon généralement ponctuelle. Elle implique donc aussi un accompagnement pérenne, qui relève moins de la responsabilité artistique que des politiques publiques conduites par les collectivités territoriales et l'État, au titre, par exemple, des services de la Jeunesse et des Sports. Tout ceci ouvre sur l'enjeu du partenariat.

Pour le partenariat : ouvrir les forums, partager l'évaluation

Dans la plupart des cas observés, les dispositifs actifs sont transversaux. Ils font l'objet de conventions, de chartes, intersectorielles ou interterritoriales au sein des secteurs ministériels. Par ailleurs, on y constate de l'intersectoriel à l'échelle des différents types d'institution : associations, secteur privé, fédérations d'Éducation populaire, institutions publiques. Cette pluralité d'intervenants se retrouve à l'échelle des acteurs individuels : responsables opérationnels des différents domaines : santé, justice, handicap, social, culture, éducation, jeunesse, sport, etc. Loin de solliciter une (re)mise en ordre de cette pluralité, il convient de la tenir pour une donnée structurelle de ces actions, et comme une richesse de l'intervention concertée. C'est aussi dans un tel cadre que la culture, qu'il convient de défendre pour elle-même, peut contribuer à servir d'autres causes d'intérêt général. Les acteurs de ces jeux intersectoriels sont, d'une part, d'un niveau professionnel sans cesse croissant au fur et à mesure que ces domaines ont vu le militantisme et le bénévolat des origines s'essouffler ou s'institutionnaliser. D'autre part, ils sont dans une logique d'engagement qui leur laisse peu de répit pour opérer les nécessaires pauses réflexives, et cultiver ensemble le recul propice à la révision des politiques publiques.

- **PRÉCONISATION 6.** Créer des forums réguliers de dialogue et de formation : l'objectif peut être de cultiver les relations entre représentants de domaines différents et de contribuer à l'émergence d'une culture commune (conférences, formations, stages).
- **PRÉCONISATION 7.** Développer des expériences d'évaluation collective et pluraliste de certains dispositifs intersectoriels (exemple : les « assemblées d'expérience » du Cratère à Alès), afin de construire cette vision commune, et d'instruire ce processus réflexif à partir d'un partage des objectifs, critères et résultats.



- **PRÉCONISATION 8.** Soutenir, pour la mise en œuvre des deux premières préconisations (forums, évaluation), l'implication des milieux de la recherche en sciences sociales intéressée à ces questions (science politique, sociologie, économie, ethnologie, etc.). Ils peuvent constituer des tiers agissants, à même de favoriser la réflexivité des acteurs sur leurs propres pratiques.

5. Fiches-Actions

Les rencontres qui ont pris leur place pendant la réalisation de cette mission ont donné lieu à la présentation de cas concrets. Il s'agit d'opérations menées dans le cadre d'organismes publics ou privés, sur les différentes thématiques que nous avons abordées. Nous avons sollicité leurs représentants, afin d'établir une fiche synthétique décrivant les différents aspects de ces projets. Nous plaçons donc ces fiches en annexe de notre rapport, après en avoir simplement décrit le contenu, au terme de chacun des thèmes.

Voici la liste des Fiches-Action (FA) :

- FA1. Le Sens du Détail
- FA2. Artistes au Lycée
- FA3. La Casa Musicale
- FA4. Derrière les Murs
- FA5. Ateliers Musique au Quartier des Mineurs de la Maison d'Arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone
- FA6. Les Portes du Temps
- FA7. Les Rencontres Scène-Jeunesse
- FA8. Poésie en Langue des Signes Français
- FA9. Signal de Lieu
- FA10. Atelier Danse à l'Hôpital de jour
- FA11. Les Points Communs
- FA 12. Les Samedis Numériques
- FA13. Action Éducatives et Pratiques Numériques
- FA14. Résidences artistiques en hôpital psychiatrique
- FA15. Atelier cinéma du Centre Hospitalier de Thuir
- FA16. STAF. Soutien Techniques aux Activités Festives

CULTURE POUR CHACUN		FICHE ACTION N°1. LE SENS DU DÉTAIL
<p>DESCRIPTION SOMMAIRE</p> 	<p>« Le sens du détail » est un dispositif de médiation composé d'une série de douze cartes postales et d'un livret. Il est destiné à des animateurs dont le champ professionnel n'est pas l'histoire de l'art. Cet « outil » doit faciliter la venue au musée en tenant compte des publics et des objectifs spécifiques de ces professionnels extérieurs au musée.</p> <p>Destinés aux publics, les cartes postales reproduisent un détail « signifiant » d'un tableau non dévoilé dans sa totalité. Chacun doit expliquer son choix, le défendre.</p> <p>Destiné au animateur, le livret intègre la reproduction complète du tableau et donne des indications sur le sujet, l'auteur, le contexte de réalisation de l'œuvre, la situation dans le musée...</p>	
<p>PROJET</p> 	<p>Cet outil permet de préparer la visite en établissant une dynamique de groupe et en tenant compte du choix personnel des participants. Il s'articule en trois temps :</p> <ol style="list-style-type: none"> (1) Avant la venue au musée, l'animateur propose au groupe de choisir quatre à six cartes qui constitueront les étapes de la visite au musée. Chacun doit faire des choix et défendre sa préférence. Ainsi, chaque détail renvoie à une interprétation personnelle qui devra être formulée et constituera une première relation à l'œuvre. Le choix de la carte postale est crucial. Cet objet familier véhicule un large imaginaire. A la fois support d'une image et d'un écrit, la carte stimule l'expression, devient support de confiance (écrit) et de partage (envoi). (2) Ensuite, l'animateur conduit le groupe au musée dans les salles où se trouvent les œuvres choisies laissant le soin à chacun de les découvrir dans leur globalité. Des échanges ont lieu pour comparer avec les premières impressions. Grâce au livret, l'animateur peut apporter des informations complémentaires sur l'œuvre, répondre aux questions, tisser des liens avec les apprentissages liés à sa mission. (3) Enfin, de retour dans le lieu habituel de rencontre l'animateur peut revenir sur les échanges et proposer à chacun un travail d'écriture sur la carte. <p>Les thèmes : Dans un premier temps, deux thèmes ont été retenus.</p> <ol style="list-style-type: none"> (1) Le premier parcours aborde la question des métiers, des activités humaines qui transforment le monde, valorisent des compétences, conduisent à se poser la question de son rôle dans le groupe social. Ce thème permet d'aborder des questions concrètes. (2) Le deuxième thème a pour sujet la lumière : sa présence dans les tableaux, la manière dont les peintres la reproduisent et l'utilisent, le sens qu'ils lui donnent... Ce thème est davantage propice à un travail sur l'imaginaire. 	
<p>OBJECTIFS</p>	<p>Mettre en place les conditions d'une rencontre réussie entre le musée et des visiteurs peu familiarisés avec le lieu</p> <p>Encourager l'appropriation du musée par des intervenants extérieurs, non spécialisés en histoire de l'art</p> <p>Offrir des pistes pour une pratique libre et personnelle du musée</p> <p>Associer l'œuvre d'art à la démarche culturelle de structures sociales et éducatives</p> <p>Créer un réseau d'échange dynamique avec des professionnels extérieurs au musée pour rester attentif à l'évolution des publics et de ses attentes.</p>	

CONTEXTE	<p>Depuis sa réouverture en février 2009, le musée Fabre s'attache à répondre aux attentes de tous ses visiteurs qu'il soit initié ou profane, adulte ou enfant, venu spontanément ou convié, individuellement ou en groupe... Les opérations en partenariat sont privilégiées, propices aux échanges de compétences : associations et structures du monde du handicap, IUFM, Rectorat, Orchestre de Montpellier, Direction Interrégionale des Services pénitentiaires, DRAC Languedoc Roussillon, Ecole du Louvre...</p> <p>Pour les personnes fragilisées, n'ayant plus ou difficilement accès à certaines pratiques culturelles (CHRS, handicap, détenus de la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, accompagnement au retour vers l'emploi, alphabétisation...), la visite du musée, la rencontre avec les œuvres d'art, les échanges qu'elles suscitent constituent une expérience valorisante pour la personne. Lieu d'exception, le musée est aussi un territoire neutre qui s'avère un vecteur efficace de lien social et culturel.</p> <p>Pour développer ce lien, le musée a conçu Le Sens du détail, en relation avec les acteurs du Secours populaire français - Fédération de l'Hérault qui apporte sa connaissance de personnes et son organisation sur un large territoire.</p>
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Musée Fabre de Montpellier agglomération Secours Populaire Français - Fédération de l'Hérault DRAC de Languedoc Roussillon
LOCALISATION	L'outil peut être utilisé par tout type de structure accueillant du public. Il s'adresse à des professionnels qui doivent fédérer des groupes. La visite au musée est une étape entre un travail qui peut être mené en amont et en val sur un large territoire, à l'échelle de la Région.
PARTENARIATS	Le projet est financé par Montpellier agglomération, la DRAC Languedoc Roussillon et le Secours Populaire Français - Fédération de l'Hérault
RÉSULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> • 500 exemplaires de l'outil est édité : dans un premier temps, 400 groupes d'une douzaine de personnes sont attendus dans le cadre de ce dispositif • L'enregistrement précis de chaque structure utilisant l'outil permettra de définir la diversité des secteurs concernés : secteur médico-social, éducatif, alphabétisation, primo arrivants...
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	L'outil, conçu en lien avec le SPF-Fédération 34, sera utilisé par les antennes de l'ensemble du département. Une partie des exemplaires sera proposée à d'autres structures du champ social et éducatif.
INDICATEURS DE RÉSULTATS	Un questionnaire remis à chaque bénéficiaire du dispositif permettra de savoir comment il a été utilisé et ce qu'il a pu apporter de particulier dans les missions de chacun ; le SPF-Fédération 34 fera de son côté une enquête au sein de ses intervenants utilisateurs.
CALENDRIER	La phase d'expérimentation du dispositif est achevée. Une convention sera signée entre les trois partenaires avant la fin 2010. Le premier trimestre 2011 sera consacré à la réalisation de l'outil qui devrait être disponible au second trimestre 2011.

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°2. ARTISTES AU LYCÉE
DESCRIPTION SOMMAIRE	Cette action vise à faire découvrir le théâtre aux lycéens en proposant des pièces jouées dans l'enceinte du lycée Jean-Baptiste Dumas à Alès.
PROJET	En partant du constat que les jeunes ont rarement l'occasion de voir des artistes de spectacle vivant, ce projet ambitionne de faire découvrir le théâtre contemporain aux lycéens, en proposant plusieurs pièces commandées à des artistes sur des thématiques liées à la jeunesse. Ces spectacles sont joués dans les lycées.
OBJECTIFS	Atteindre toute les classes d'âge d'une génération, et créer une première expérience théâtrale.
CONTEXTE	Cette action fait partie du programme d'action culturelle de la scène nationale d'Alès. Elle existe depuis 13 ans.
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Association : Théâtre Le Cratère, Scène Nationale d'Alès Adresse : Le Cratère - BPB 216 - 30140 Alès cedex Tél : 04.66.52.52.64 Mail : info@lecratere.fr Nom du président : Objet de votre association : Favoriser la diffusion et la création de spectacle vivant sur tout le territoire alésien.
LOCALISATION	L'action se déroule dans le Lycée Jean-Baptiste Dumas à Alès.
PARTENARIATS	Le lycée Jean-Baptiste Dumas à Alès.
RÉSULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> • Montrer aux lycéens que le théâtre contemporain les concerne et que voir un spectacle n'est pas si difficile que ça. • Former les futures générations et faire en sorte que tous les membres d'une même classe d'âge puissent avoir vu au moins une fois du théâtre pendant leur adolescence.
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Les lycéens d'Alès
INDICATEURS DE RÉSULTATS	Fréquentation du spectacle au lycée
CALENDRIER	Annuel

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°3. LA CASA MUSICALE
DESCRIPTION SOMMAIRE	Un lieu de pratique artistique dédié à la musique et à la danse, ainsi qu'à d'autres formes marginalisées comme le graph...
PROJET	L'absence des publics difficiles des quartiers dans les institutions culturelles a favorisé la création d'un lieu à destination de ces populations pour travailler leurs pratiques artistiques tout en étant accompagné par des professionnels.
OBJECTIFS	Emanciper les jeunes de leur milieu social, les éduquer, faire changer leur regard sur le monde, favoriser l'insertion par la formation artistique.
CONTEXTE	Les quartiers de la ville de Perpignan
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Association : Association Casa Musicale Adresse : L'arsenal, 1, rue Jean Vielledent, 66000 Perpignan Tél : 04.68.62.17.22 Mail : Nom du président : Bernard Cabane Objet de l'association : Développer une action de formation et mise en valeur des pratiques musicales actuelles des jeunes, en étant à l'écoute des projets artistiques à dimension musicale de toutes communautés spécifiques en présence à Perpignan, en particulier dans les quartiers ciblés par les dispositifs d'insertion sociale.
LOCALISATION	L'agglomération de Perpignan
PARTENARIATS	Ville/Drac/Région/Contrat de ville/Département au titre du social/CAF/SACEM/Scène transfrontalière Archipel/FEDER
RÉSULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> • Insertion sociale par la formation aux pratiques artistiques • Prise en compte des nouvelles pratiques artistiques • Accompagnement vers la professionnalisation et la réussite • Faire de la musique et de la danse • Favoriser la reconnaissance des gens et de leur pratique • Favoriser l'accès aux œuvres du répertoire aussi, lien entre savant et populaire
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Les jeunes des quartiers de l'agglomération de Perpignan, les populations cibles des politiques de la ville, les professionnels, les amateurs des quartiers
INDICATEURS DE RÉSULTATS	<ul style="list-style-type: none"> • Parcours d'exemplarité pour faire comprendre l'apport de la Casa dans le parcours de réussite de certains bénéficiaires. • La reconnaissance des gens. • La fréquentation. • Le renouvellement.
CALENDRIER	Activité permanente

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°4. DERRIÈRE LES MURS
DESCRIPTION SOMMAIRE	Du mois de mars au mois de juin, proposer à plusieurs détenus de lire une dizaine d'ouvrages polar (roman et BD), écrits par des auteurs invités en juin au Festival International du Roman Noir (FIRN). Remise du prix « Derrière les murs » au mois de juin.
PROJET	Michel Gueorguieff, président de l'association Soleil noir (co-organisatrice du FIRN), et Jean-Christophe Lopez (Mission BD Languedoc-Roussillon), interviennent, avec le soutien d'intervenants culturels de la Maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, auprès des détenus pour les sensibiliser à la littérature noire et leur présenter les livres sélectionnés. Parallèlement, les détenus lisent les ouvrages sélectionnés puis ils élisent en juin deux lauréats pour le Prix "Derrière les murs ", l'un en roman et l'autre en bande dessinée. Ensuite, une rencontre est organisée au sein de l'établissement pénitentiaire avec les auteurs.
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de la lecture auprès des personnes détenues. • Participation à une manifestation régionale. • Rencontre avec des auteurs.
CONTEXTE	L'action s'est déroulée au sein de la Maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone qui comporte un quartier mineurs et un quartier hommes majeurs.
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Association : Soleil Noir, 21 rue de Verdun, 34000 Montpellier Tél : 04 67 92 53 48 - Mail : noir.soleil@free.fr Nom du président : Michel Gueorguieff Objet de votre association : Promotion et mise en valeur de la littérature policière contemporaine. Organisateur du Festival International du Roman Noir de Frontignan.
LOCALISATION	Maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone
PARTENARIATS	La DRAC, le SPIP, la PJJ, le Centre scolaire de la Maison d'arrêt, le Maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, la Ville de Frontignan, la bibliothèque municipale de VLM, la Direction Départementale du Livre et de le Lecture, intervenants culturels de la Maison d'arrêt et associations.
RÉSULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Résultats quantitatifs</u> : nombre d'acteurs mobilisés autour du projet, nombre de lecteurs (mineurs et majeurs), nombres de participants aux ateliers en amont, nombres de participants à la rencontre avec les auteurs lauréats... • <u>Résultats qualitatifs</u> : profils des personnes détenues, degrés d'investissement dans la lecture des ouvrages, intérêt porté à la manifestation par les personnes détenues, retour des enseignants et des intervenants culturels, qualité des échanges durant la rencontre...
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Les personnes détenues mineures et majeures incarcérées.
INDICATEURS DE RÉSULTATS	<ul style="list-style-type: none"> • Une réunion de bilan est mise en place en présence des différents acteurs impliqués dans l'opération. • Projet de l'élaboration d'une fiche bilan/suggestion renseignée par des personnes détenues.
CALENDRIER	Lecture des ouvrages par les personnes détenues, accompagnés par des professionnels de mars à juin. Remise des prix et rencontre des lauréats durant la période du Festival (fin juin).

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°5. ATELIERS MUSIQUE AU QUARTIER MINEURS DE LA MAISON D'ARRÊT DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE
DESCRIPTION SOMMAIRE	Reprise en 2008 par notre association, cette action est reconduite chaque année depuis 2000, des ateliers de musique sont proposés aux mineurs incarcérés tout au long de l'année.
PROJET	Il s'agit de proposer un espace, d'expression et de création musicale aux mineurs pendant leur incarcération : 6 heures hebdomadaires d'ateliers (écoute, initiation, composition, enregistrements), rencontre avec des artistes, ainsi qu'un suivi à l'extérieur lorsqu'ils souhaitent poursuivre leurs projets de création.
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> Proposer un espace de pratique artistique et d'échange culturel au sein de la maison d'arrêt. Mobiliser les ressources personnelles et développer les compétences nécessaires à la mise en œuvre d'un projet de création (écoute, respect, concentration, persévérance) Favoriser la réinsertion sociale et professionnelle à travers la musique.
CONTEXTE	Cette action s'inscrit dans le cadre des missions éducatives de la PJJ et de la politique de prévention de la délinquance, dans le contexte répressif de la maison d'arrêt, ces ateliers permettent aux jeunes de se détendre et de s'exprimer autrement à travers la musique. Leurs productions sont compilées sur un CD qui leur est remis à la sortie.
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Association : D'un Monde à l'Autre Adresse : 174 Rue Jean Thuile, 34090, Montpellier Tél : 06 14 36 97 54 Mail : dunmondealautre@gmail.com Nom du président : M. GIRARD Objet de votre association : Promouvoir l'accès à la culture des personnes en situation d'exclusion.
LOCALISATION	Maison d'arrêt de Villeneuve les Maguelone et agglomération de Montpellier
PARTENARIATS	<ul style="list-style-type: none"> Action cofinancée par la DRAC, le FIPD et la PJJ. Mise en œuvre en lien avec l'administration pénitentiaire et la PJJ Partenariats avec des radios, studios d'enregistrement pour les suivis extérieurs.
RÉSULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> <u>Résultats quantitatifs</u> : Une centaine de jeunes reçus, une dizaine d'entre eux inscrits dans un projet de création et d'enregistrements, un jeune suivi à l'extérieur sur un projet professionnel. <u>Résultats qualitatifs</u> : Les jeunes sont plus détendus en fin d'atelier, ils se sentent valorisés et parviennent à surmonter la peur de l'échec, certains s'investissent même en dehors des ateliers pour l'écriture des textes.
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Mineurs incarcérés, une centaine par an.
INDICATEURS DE RÉSULTATS	Fréquentation, assiduité, comportement dans l'atelier, progrès techniques observés, nombre et qualité des productions.
CALENDRIER	Toute l'année, ateliers de 14h à 17h le jeudi et vendredi. Concert et rencontre avec les artistes lors du goûter de Noël.

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°6. LES PORTES DU TEMPS 2011
DESCRIPTION SOMMAIRE	<p><u>Proposer une offre culturelle diversifiée</u> : Ce dispositif s'articule autour de trois sites : le canal du midi (Aude et Hérault), la forteresse de Salses (PO) et le château d'Espeyran (Gard). Chaque site accueille gratuitement les publics des centres de loisirs, des centres sociaux et d'autres structures d'accueil. Sur plusieurs jours, la découverte d'un site et de son histoire passe par des ateliers privilégiant l'approche sensible et la pratique artistique.</p> <p><u>Accueillir un large public</u> : Au-delà des enfants, les familles sont fréquemment invitées à participer aux ateliers et manifestations divers organisés autour de l'événement. L'action auprès du public se déroule en été (juillet-août) avec des dates différentes selon les territoires.</p>
PROJET	Ce projet vise principalement à développer des loisirs culturels sur des sites patrimoniaux, en dehors des temps scolaires, pour les publics jeunes éloignés de l'offre artistique et patrimoniale.
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'accessibilité pour tous et la mixité sociale : le vivre ensemble • Permettre la découverte du patrimoine via une pratique artistique • Construire le projet en co-élaborant avec les différents partenaires et acteurs • Permettre aux enfants de devenir des « passeurs de patrimoine » par leur participation active et l'accompagnement
CONTEXTE	Démarré en 2005 au Château de Fontainebleau, ce projet a vu le jour en Languedoc Roussillon pour la première fois en 2008 avec Le château d'Espeyran dans le Gard (St Gilles), puis en 2009 à la forteresse de Salses dans les Pyrénées Orientales et en 2010 sur le Canal du Midi autour de 4 territoires : Agde, Béziers, Carcassonne et Narbonne.
MAÎTRISE D'OUVRAGE	<p>Coordination régionale : Association : Les Francas du Languedoc Roussillon (jusqu'en décembre 2010 - pas de visibilité à plus long terme). Adresse : 27 rue Lafeuillade, 34070 MONTPELLIER Tél : 04.67.06.82.85 Mail : mcdaulhac@francslr.fr Nom du président : M. Christian RIEUSSEC Objet de votre association : promouvoir et organiser des loisirs et activités éducatives (éducation populaire)</p> <p>Chaque action est portée localement par une structure d'Education populaire St Gilles (Gard) : CCS La Croisée Salses-le-Château (PO) : Les Francas des Pyrénées Orientales Carcassonne et Narbonne (Aude) : les Francas de l'Aude Béziers (Hérault) : MJC Agde (Hérault) : Foyers Ruraux</p>
LOCALISATION	Les actions se déroulent dans 6 territoires du Languedoc Roussillon : Salses-le-Château (Pyrénées Orientales), Carcassonne et Narbonne (Aude) Agde et Béziers (Hérault) et St Gilles (Gard). Selon les projets le public vient du département ou de la communauté d'agglomération.
PARTENARIATS	Ministère de la Culture et de la Communication / DRAC du Languedoc Roussillon / ACSE / Collectivités locales et territoriales / CAF des Pyrénées Orientales

<p>RÉSULTATS ATTENDUS</p>	<p><u>Résultats quantitatifs 2011 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Permettre à un millier d'enfants de la région de découvrir un aspect du patrimoine de leur territoire de vie • Assurer 4 réunions interdépartementales entre les porteurs de projet du Canal du Midi • Mettre en place 2 réunions par territoire pour assurer la co-élaboration des projets • Organiser une base d'été itinérante (péniche) sur le canal du midi (sur 4 semaines, 64 adolescents) • Mettre en place une formation/sensibilisation par territoire • Créer un blog pour mutualiser les informations et les productions • Créer un outil pédagogique d'éducation au patrimoine « Portes du Temps » • Organiser une journée régionale de restitution des ateliers (avec les enfants) <p><u>Résultats qualitatifs 2011 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Co-élaborer les projets : porteurs de projet, chefs de projet, équipes pédagogiques et artistes intervenants ; faire que chacun s'implique à son niveau dans l'élaboration et la mise en œuvre du projet. • Disposer d'équipes pédagogiques formées à l'éducation au patrimoine et sensibilisées aux projets « Portes du Temps » de façon à impliquer les enfants et les jeunes le plus tôt possible et les rendre acteur du projet auquel ils participent. • Permettre à des enfants et des jeunes généralement exclus des apports culturels de découvrir une partie du patrimoine de leur lieu de vie. • Développer des pratiques artistiques chez les enfants et les jeunes. • Accompagner les enfants et les jeunes pour qu'ils puissent être des « passeurs du patrimoine » capables de présenter leurs productions et leurs apprentissages à un public varié (autres enfants, parents, touristes, institutionnels...) • Favoriser le vivre ensemble en proposant une mixité sociale sur les différents projets y compris celui de la base d'été itinérante. • Avoir des outils pédagogiques de qualité à disposition des équipes ré-exploitable d'années en années.
<p>BÉNÉFICIAIRES DU PROJET</p>	<p>Enfants et adolescents issus des territoires concernés par l'action. La mixité sociale est un levier important pour le vivre ensemble ainsi les enfants et jeunes seront issus de quartiers de la politique de la ville et d'autres quartiers de l'agglomération. Environ 1000 enfants sont attendus sur l'ensemble du Languedoc Roussillon en 2011.</p>
<p>INDICATEURS DE RÉSULTATS</p>	<p><u>Action 1 : Construire une démarche concentrée et cohérente sur le canal du midi</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Satisfaction et implication des opérateurs/Nb de personnes formées et sensibilisées 2. Nb d'adolescents participant à la base d'été itinérante sur le Canal du Midi/Mixité sociale du public/Nb de participants à la journée de restitution/Lien entre le séjour et les projets locaux « terrestres » (Agde, Béziers, Narbonne et Carcassonne). <p><u>Action 2 : Développer un pôle ressources portes du temps en Languedoc-Roussillon</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Quantité et qualité de l'information sur le blog/Fréquentation du blog 2. Nb de ressources à disposition et utilisation/Nb et qualité des outils d'animation <p><u>Action 3 : Organiser une journée de restitution régionale</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Implication des porteurs de projet/Nb d'enfants et de public participant à la journée.
<p>CALENDRIER</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration et l'organisation auront lieu de janvier à juin 2011. • L'action auprès du public aura lieu en été (de juillet à août 2011) avec des dates différentes dans cette période pour chaque territoire. • Les bilans, l'évaluation et les perspectives de l'année suivante se feront de septembre à décembre 2011.

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°7. RENCONTRES SCÈNE JEUNESSE 2011
DESCRIPTION SOMMAIRE	<p>« Les Rencontres Scène Jeunesse » sont un évènement culturel en destination des jeunes les plus éloignés des circuits classiques de la culture, principalement ceux suivis par les services de la protection judiciaire de la jeunesse.</p> <p>Cet évènement aura lieu du 16 au 18 juin 2011 sur le site départemental de Roussière à Viols en Laval (34).</p>
PROJET	<p>Ce festival des arts vivants, créé en 2000, réunit une centaine de jeunes de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) venus de toute la France, des associations de prévention locales, qui présenteront, dans le cadre d'une programmation variée, des spectacles de théâtre, de cirque, de musique, de danse, d'arts plastiques, et participeront à des ateliers de pratiques artistiques animés par des professionnels en journée.</p>
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> • Il s'agit de permettre aux jeunes d'échanger avec des artistes et des techniciens, de provoquer des rencontres, de développer leur expression culturelle, en participant aux ateliers en journées et aux spectacles en soirées. Les productions d'arts plastiques font l'objet d'une exposition. • La philosophie première de ce projet a toujours été de provoquer la rencontre, l'enrichissement mutuel, l'échange à partir d'un support, d'un média : les ateliers de pratiques culturelles. Et montrer que ces pratiques 'peuvent-être' à la portée de tous. • Provoquer la rencontre, c'est mettre en place toutes les conditions nécessaires (conditions techniques: son, lumière, aménagement du site), organiser des espaces pour les ateliers pratiques, véritables espaces d'échange et de création pour jeunes et adultes artistes et professionnels de l'éducation spécialisée.
CONTEXTE	<p>Ce projet de Rencontres s'inscrit pleinement dans une mission nationale et régionale du ministère de la Culture et de la Communication et de la direction inter régionale Sud de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, dans le cadre de la convention "Culture /Justice", culture pour tous.</p>
MAÎTRISE D'OUVRAGE	<p>Association : CIE DU PAS'SAGE, Pdte MARTINE BONNET Adresse : 23 RUE DE LA CAVALERIE 34000 MONTPELLIER Tél : 04 67 24 06 39 / 06 82 67 23 31 - ciedupassage@laposte.net</p> <p>Objet de votre association : conception, élaboration, présentation de spectacles théâtre, éducation populaire par activités culturelles</p>
LOCALISATION	<p>Domaine départemental de Roussière à Viols en Laval (34)</p> <p>Travail avec quartier centre, Mosson, Petit Bard de Montpellier et centres PJJ nationaux</p>
PARTENARIATS	<p>Cette manifestation culturelle est organisée par la Protection Judiciaire de la Jeunesse Région Sud en partenariat avec le Ministère de la Culture et de la Communication et la Direction Régionale des Affaires Culturelles de la Région Languedoc-Roussillon. Cette action s'appuie sur deux associations support : la Compagnie du Pas'Sage et l'association le Passe Muraille. Elle reçoit également entre autre le soutien du Conseil Général de l'Hérault, de la Préfecture de l'Hérault, ville de Montpellier, et de la commune de Viols-en-Laval.</p>
RÉSULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats quantitatifs : nous attendons environ 150 jeunes et leurs éducateurs sur l'évènement au mois de juin • Résultats qualitatifs : nous espérons également de nombreuses présentations de création de qualité, un investissement toujours plus important des équipes, jeunes et services de la PJJ

BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Les bénéficiaires sont les équipes et services de la PJJ, jeunes et éducateurs investis sur cet événement. Et même les professionnels proposant un atelier artistique ou sportif
INDICATEURS DE RÉSULTATS	<ul style="list-style-type: none"> • L'action s'évalue par la continuité de ces ateliers et rencontres depuis plus de dix ans et par un nombre croissant de jeunes qui passent chaque année par «la porte » pour participer à cet événement national. Tous les participants ne se projettent pas dans une représentation publique, ni dans une pratique artistique, on espère avec la disposition et organisation inciter les jeunes et leurs éducateurs à participer pleinement aux actions proposées. • La valeur de ces actions se mesure aussi par la participation active et financière des institutions et partenaires qui nous accompagnent et nous font confiance depuis de longues années. • Les fiches d'évaluation nous permettent également d'affiner les choix et orientations à adapter chaque année.
CALENDRIER	<p>Manifestation du 16 au 18 juin 2011</p> <p>Mais travail d'organisation de septembre 2010 à juin 2011</p>

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°8. POÉSIE EN LANGUE DES SIGNES FRANÇAISES AU FESTIVAL VOIX VIVES DE SÈTE 2010
DESCRIPTION SOMMAIRE	Dans le cadre d'une action sur la traduction de la poésie contemporaine en LSF, le Festival « Voix Vives » nous a confié l'animation d'une scène où deux poètes par jour ont été traduits en LSF durant 8 jours.
PROJET	Depuis 3 ans nous travaillons sur l'accès des sourds à la poésie contemporaine. Nous organisons une saison poétique à Teyran, où les poètes sont traduits en LSF. Le Festival « Voix Vives » s'est associé à cette action en nous confiant une scène. Nous choisissons parmi les poètes invités par le Festival, il y a une traduction préalable avec l'équipe d'interprètes. Toutes les soirées sont filmées pour aboutir à une anthologie de poésie en LSF, et à des outils de travail pour la traduction poétique en LSF.
OBJECTIFS	Accès à la poésie et à la littérature contemporaine aux personnes sourdes, découverte des questions de la surdité et de la LSF par des entendants.
CONTEXTE	Difficultés du public sourd à accéder à la littérature et à la poésie écrites en français.
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Association : Arts Résonances Adresse : 1 avenue de Castries – 34820 TEYRAN Tél : 04 67 59 09 21 Mail : michel.thion@free.fr - Nom du président : Michel Thion Objet : Diffusion de la poésie et des musiques contemporaines.
LOCALISATION	Sète, Hérault, France
PARTENARIATS	DRAC Languedoc-Roussillon, Conseil Régional Languedoc-Roussillon, Département de l'Hérault, Festival Voix Vives de Sète.
RÉSULTATS ATTENDUS	Sète : 8 soirées avec 50 spectateurs sourds et entendants. Teyran 7 soirées avec 30 spectateurs sourds et entendants. Résultats qualitatifs Accès d'un public sourd à la poésie contemporaine, rencontre entre sourds et entendants, élaboration en cours d'un corpus de poésie traduite en LSF sur DVD.
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Communauté sourde, public entendant qui s'initie à la problématique de la surdité, environ 1000 personnes par an.
INDICATEURS DE RÉSULTATS	Nombre de spectateurs, mélange des publics sourds et entendants, formation des interprètes à la traduction poétique.
CALENDRIER	Le festival « Voix Vives » se déroule chaque année les 10 derniers jours de juillet. L'action à Teyran et en France se déroule sur l'ensemble de la saison.

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°9. SIGNAL DE LIEU OU LA MISE EN LUMIERE DES ESPACES À VIVRE
DESCRIPTION SOMMAIRE	Démarrage avril 2010, achèvement janvier 2011
PROJET	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis 2004, organisation d'actions ponctuelles intergénérationnelles sur un territoire avec une thématique et des artistes différents. Présentation dans un lieu public pour créer la rencontre. • 2010 : ateliers d'arts plastiques, d'écriture et de calligraphie. Création d'une sculpture collective à partir du travail de chacun. • Création d'étiquettes de vins thématiques
OBJECTIFS	Révéler, accompagner et valoriser les compétences de chacun. Favoriser l'accès à la culture, questionner les représentations, soutenir la réinsertion, contribuer au lien social.
CONTEXTE	Ce projet s'inscrit dans une suite et une évolution des années précédentes, avec de la part des participants le désir de renouveler cette aventure. Cette année de nouveaux publics se sont joints à nous.
MAÎTRISE D'OUVRAGE	<p>Association : ÉMERGENCES Adresse : 26 rue Enclos Fermaud - 34 000 - Montpellier Tél : 09 51 68 13 89 Mail : emergences34@free.fr Nom du président : Bernard Lacourte, responsable projet Sylviane Compan</p> <p>Objet de votre association : Accompagner le potentiel de l'être par la voie de l'expression créatrice/ Promouvoir l'ouverture à soi, à l'autre, au monde/S'inscrire dans la vie de la Cité en centrant ses actions dans les domaines de l'éducation, de l'art et de la culture</p>
LOCALISATION	Montpellier (Rondelet, Clémenceau, Gambetta, Celleneuve) Villeneuve lès Maguelone
PARTENARIATS	DRAC, Préfecture, DDCS, PJJ, SPIP, Conseil Général, Commune de Villeneuve, Commune de Vendargues, Caisse d'Épargne, Adages, Passerelles-Insertion
RÉSULTATS ATTENDUS	<p>Résultats quantitatifs : le nombre de personnes présentes aux inaugurations</p> <p>Résultats qualitatifs : l'engagement et le plaisir des personnes à participer, le soutien des partenaires publics, privés et associatifs.</p>
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Maison d'Arrêt (mineurs et majeurs), maison de retraite de Villeneuve, collège Arthur Rimbaud, Centre Bourneville, Classe Relais, Passerelles-Insertion, professionnels (enseignants, éducateurs, commerçants, surveillants pénitentiaires, actifs dans ce projet (environ 80 personnes pour les ateliers)
INDICATEURS DE RÉSULTATS	L'intérêt et la participation des personnes pour ce projet, le ressenti de chacun dans les ateliers et au moment des rencontres,
CALENDRIER	<ul style="list-style-type: none"> • De mai à novembre : ateliers dans les différents lieux avec les 3 artistes • 27 novembre : inauguration à la Maison de la Démocratie à Montpellier • 10 décembre : inauguration dans les locaux de Passerelles Insertion • 14 décembre : inauguration à la maison de retraite • 17 décembre : inauguration à la maison d'arrêt • mi-janvier : inauguration au collège Arthur Rimbaud

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°10. ATELIER DANSE À L'HÔPITAL DE JOUR
DESCRIPTION SOMMAIRE	<p>Pour la 3^{ème} année, des interventions artistiques en danse sont adressées aux enfants de l'hôpital pédopsychiatrique « la rose verte » d'Alès. La thématique proposée pour 2011 est « matière et matériau ».</p> <p>Une photographe accompagnera des ateliers afin de produire un POEM (petite œuvre multimédia). Elle posera son regard sur la signification de la danse dans ses ateliers et pour ce public. La projection de ce POEM pourra être un support pour valoriser, voir valider, ces ateliers auprès de divers publics.</p> <p>D'autre part, pour accompagner ces ateliers, un partenariat avec le Cratère D'Alès se met en place, afin que durant l'année 2011, les enfants et accompagnants puissent faire une visite du Théâtre, assistent à un (ou plusieurs) spectacle et que des ateliers aient lieu dans le studio de danse du Cratère.</p> <p>Ce projet et les ateliers trouvent ainsi un lieu ressource au travers de ce partenariat.</p>
PROJET	<p>Il est mis « en chantier » l'an prochain le projet de faire venir deux artistes (locaux pour réduire les frais de déplacement), en résidence au cratère, durant un atelier afin qu'il/elle présente son travail, et co-anime l'atelier avec une des intervenantes. Et qu'ensuite les enfants et soignants de la Rose verte aillent au cratère assister à une répétition ou au spectacle et voir ce même artiste au travail sur scène. L'objectif est de créer le lien entre l'activité de l'atelier, le cratère et la scène, au travers du travail de l'artiste</p>
OBJECTIFS	Faire lien entre la pratique de la danse en atelier et l'aspect culturel, artistique et social
CONTEXTE	Description du contexte du projet
MAÎTRISE D'OUVRAGE	<p>Association : PulX Adresse : 6bis rue de Claret, bat 8 34070 Montpellier Tél : 06 69 62 15 26 Mail : contact@pulx.net Nom du président : Valentine Pignet</p> <p>Objet de votre association : Cette association a pour but des échanges artistiques, soit de création, production et diffusion de pièces, performances, vidéos ; soit de résidences, atelier, stages.</p>
LOCALISATION	Alès
PARTENARIATS	Culture à l'hôpital-Drac, le CHR d'Alès, la rose verte, le cratère d'Alès, Pulx, Transit et les artistes acceptant ces rencontres en lien avec le cratère.
RÉSULTATS ATTENDUS	<p>Résultats quantitatifs : 17 ateliers menés, 1 POEM, des rencontres, des spectacles vus ?</p> <p>Résultats qualitatifs : on sème mais ne sait quand poussera la fleur...</p>
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Les enfants et soignants de la rose verte, les artistes invités à rencontrer et partager au sein de ce projet, les spectateurs du POEM à venir...
INDICATEURS DE RÉSULTATS	
CALENDRIER	<p>Le long de l'année civile 2011</p> <p>Production de la POEM (petite œuvre multimédia en juin 2011)</p> <p>Rencontre avec des artistes jouant au cratère durant la saison du cratère.</p>

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°11. POINTS COMMUNS
DESCRIPTION SOMMAIRE	Formation de communautés d'usagers sur des thématiques d'intérêt du développement du numérique
PROJET	Le principe fondateur est l'ouverture, la porosité du projet Kawenga aux usagers eux mêmes : il s'agit de permettre aux usagers du lieu de constituer des groupes d'intérêt sur des thématiques (logiciels libres, graphisme, vidéo, création sonore...) et d'inventer des modalités de rencontre et d'animation, de proposer des événements et contribuer ainsi à l'animation du lieu.
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> • Développer l'accès public à des pratiques culturelles et collectives • Développer les pratiques collectives
CONTEXTE	Kawenga est un lieu d'accès public et propose des modalités d'initiation, d'accompagnement des pratiques, des ateliers à un large public. Les points communs entrent dans le cadre des propositions de pratiques collectives et de développement des pratiques culturelles
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Association : Kawenga territoires numériques Adresse : 21 boulevard Louis Blanc 34000 Montpellier Tél : 04 67 06 51 66 Mail : contact@kawenga.org Nom du président : Alexandre Simonet, responsable développement numérique médiathèque du Carré d'Art Nîmes Direction : Hélène Deriu Objet de votre association : promotion et développement des pratiques culturelles et artistiques du multimédia
LOCALISATION	Les points communs se déroulent à Kawenga, à Montpellier mais sont ouverts à toutes personnes de la région.
PARTENARIATS	partenariats financiers : Drac, Région service culture, Département service culture, Département direction de l'insertion, Ville de Montpellier Direction de l'Action Culturelle, Europe programme Feder, CUCS.
RÉSULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Résultats quantitatifs</u> : 3 points communs existants : points libres, point graphique, point vidéo ; Kawenga souhaite l'évolution en nombre des thématiques proposées (création sonore...) • Chaque point commun bénéficie d'une large audience (de 40 à 80 personnes par rendez-vous proposé) 300 bénéficiaires en 2009 sur 2 points communs existants. • <u>Résultats qualitatifs</u> : diversité points communs en thématiques, inscription des usagers dans le projet, couverture des différents champs artistique de la création numérique.
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Artistes/Jeunes/Usagers/Tout public/Professionnels Chaque point commun a une audience de 40 à 80 personnes par RV
INDICATEURS DE RÉSULTATS	Nb Adhésions/Nb de points communs/Fréquence et fréquentation des points communs
CALENDRIER	Toute l'année, en fonction du thème les rendez-vous sont programmés à des fréquences différentes (point libre : 1 vendredi par mois/ point graphique 3 par semestre ...)

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°12 SAMEDIS NUMÉRIQUES
DESCRIPTION SOMMAIRE	Session d'initiation à des logiciels libres de création conçues comme une suite de deux à trois journées animées par un intervenant technique spécialisé les samedis toute la journée.
PROJET	Dans le cadre du projet de Kawenga de développement de pratiques artistiques, les samedis numériques sont une modalité pour permettre à chacun de s'approprier des outils de création.
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> • Initier aux logiciels libres de création • Développer les pratiques artistiques et culturelles
CONTEXTE	Les samedis numériques sont une des modalités proposées à Kawenga pour développer la faculté pour tous de s'approprier des outils dans des visées d'expression. Ces modalités font une suite cohérente avec l'accompagnement des pratiques amateurs ou des artistes et permettent une mise à niveau technique pour développer des usages créatifs.
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Association : Kawenga territoires numériques Adresse :21 boulevard Louis Blanc 34000 Montpellier Tél : 04 67 06 51 66 Mail : contact@kawenga.org Nom du président : Alexandre Simonet, responsable développement numérique médiathèque du Carré d'Art Nîmes Direction : Hélène Deriu Objet de votre association : promotion et développement des pratiques culturelles et artistiques du multimédia
LOCALISATION	Les samedis numériques se déroulent à Kawenga, à Montpellier mais sont ouverts à toutes personnes de la région.
PARTENARIATS	partenariats financiers : Drac, Région service culture, Département service culture, Département direction de l'insertion, Ville de Montpellier Direction de l'Action Culturelle, Europe programme Feder, CUCS.
RÉSULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Résultats quantitatifs</u> : actuellement un samedis numérique par mois avec 12 places ouvertes dont 2 places réservées aux artistes bénéficiaires du RSA. • <u>Résultats qualitatifs</u> : cohérence de cette modalité avec les accompagnements amateurs ou artistes développés par Kawenga. Qualité des intervenants et création de supports pédagogiques permettant l'échange et les pratiques collectives. • Dispositif en réponse à des besoins de formation des artistes et amateurs et personnes en situation d'insertion.
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	<ul style="list-style-type: none"> • Artistes : 50 • Artistes bénéficiaires du RSA : 20 • Usagers/ tout public : 50 • (sur la base de 10 samedis numériques par an)
INDICATEURS DE RÉSULTATS	Nombre d'inscription, suivi des programmes, fidélisation des usagers
CALENDRIER	Toute l'année 1 samedis numérique par mois pour 12 places, soit 10 samedis numérique par an

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°13. ACTIONS EDUCATIVES ET PRATIQUES NUMERIQUES
DESCRIPTION SOMMAIRE	Mise en place d'ateliers d'initiation aux arts numériques en milieu scolaire (collèges et lycées) à partir d'un projet associant des enseignants, des artistes et Kawenga.
PROJET	Initier des jeunes collégiens ou lycéens à la pratique artistique par la découverte et manipulation d'œuvres numériques interactives, la rencontre avec un artiste et son travail, la visite d'un lieu de création et/ou de diffusion des arts numériques.
OBJECTIFS	Transmettre, faire découvrir et expérimenter les outils de la création numérique et leurs différentes applications. Ouvertures vers de nouvelles possibilités d'usages et de pratiques des outils numériques.
CONTEXTE	Dans le cadre de ses activités d'initiation, de médiation, et d'éducation à l'image, Kawenga, acteur culturel majeur de la promotion de la culture et des arts numériques en Languedoc-Roussillon, utilise son expertise et ses réseaux au sein des dispositifs « les chemins de la culture » (Conseil Général de l'Hérault) et « Languedoc-Roussillon Lycéens Tour » (Région Languedoc Roussillon).
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Kawenga - 21, boulevard Louis Blanc - 34000 Montpellier 04 67 06 51 66 - educactions@kawenga.org Directrice : Hélène Deriu Kawenga est un lieu dédié à la création, la médiation, la formation et la diffusion des arts numériques.
LOCALISATION	Établissements de la région Languedoc-Roussillon (plus précisément le département de l'Hérault pour les collèges).
PARTENARIATS	Partenariats avec le Conseil Régional Languedoc-Roussillon (pour les ateliers en lycée), avec le Conseil Général de l'Hérault (pour les ateliers en collège), la DRAC Languedoc-Roussillon et un service éducatif dédié.
RÉSULTATS ATTENDUS	10 interventions en collèges et 6 interventions en lycées. <u>Résultats qualitatifs</u> : participation des élèves, finalisation du travail individuel ou collectif, atteinte des objectifs fixés avec l'enseignant. 3900 bénéficiaires en 2009
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Classes de collège ou lycée dont le professeur a fait une demande auprès de Kawenga ou de ses partenaires.
INDICATEURS DE RÉSULTATS	Bilan de fin d'année sur les actions éducatives (avec enseignants, intervenants et Kawenga), présentation des travaux des élèves.
CALENDRIER	Les ateliers ont lieu chaque année. Dès le mois de juin, le montage des projets commence pour l'année suivante. Après un travail préparatoire (rencontres entre enseignants et artistes intervenants, définition d'une thématique, proposition de l'artiste en rapport) le planning est établi pour chaque établissement. Les ateliers commencent en novembre et sont répartis jusqu'au mois de mai.

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°14. RÉSIDENCES ARTISTIQUES EN HÔPITAL PSYCHIATRIQUE
DESCRIPTION SOMMAIRE	Depuis 1991 l'association Les Murs d'Aurelle propose à des personnes ayant ou ayant eu recours à des soins psychiatriques des ateliers, stages, résidence de pratique artistique. Un de ses objectifs est qu'à chaque fois ces créations aillent à la rencontre de spectateurs.
PROJET	Actuellement 2 pôles majeurs : mise en place de résidences avec 4 artistes à l'hôpital psychiatrique de Narbonne et projet de création vidéo pour l'année 2011 autour de la représentation de la folie dans l'imagerie populaire.
OBJECTIFS	Pour ce qui est des résidences dans le cadre de culture à l'hôpital, l'objectif est de travailler ensemble (artistes, patients, et personnels de l'hôpital) à la création d'un objet artistique commun.
CONTEXTE	Le projet se déroule en secteur psychiatrique et ailleurs...
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Association : les murs d'aurelle Adresse : 7 rue François Périer 34000 Montpellier Tél : Mail : mda@lesmursdaurelle.org Nom du président : Alain Mondeteguy Objet de votre association : pratique artistique avec des personnes ayant ou ayant eu recours à la psychiatrie
LOCALISATION	Montpellier et région Languedoc Roussillon
PARTENARIATS	Drac LR, Conseil Régional LR, Conseil Général Hérault, Mairie Montpellier, CPAM
RÉSULTATS ATTENDUS	En terme qualitatif: transformer et redynamiser les vies de chacun des participants, le regard du public et les pratiques professionnelles. En terme quantitatif: la participation maximum de personnes qui le souhaitent
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Personnes en situation d'hospitalisation ou en suivi psychiatrique
INDICATEURS DE RÉSULTATS	L'association Les Murs d'Aurelle a participé activement à la réécriture du document d'évaluation dans le cadre du dispositif Culture à l'hôpital à partir de l'analyse des questionnaires diffusés et remplis en 2008/2009.
CALENDRIER	Année 2011 pour le projet de films vidéos autour de la représentation de la folie dans l'imagerie populaire et deux périodes de résidences janvier et avril à l'hôpital de Narbonne.

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°15. ATELIER CINÉMA DU CENTRE HOSPITALIER DE THUIR
DESCRIPTION SOMMAIRE	Mise en place d'un atelier cinéma animé par Nicole Baron-Seguin, scénariste, réalisatrice et productrice à raison d'une fois par semaine au sein du centre hospitalier s'adressant à des patients et accompagnés par les professionnels de santé. L'atelier a commencé en 2003 et suite à son succès, s'est pérennisé avec l'ambition d'être ouvert à toutes unités du centre hospitalier
PROJET	L'origine du projet se situe par un questionnement des patients sur la notion du bien être et l'envie de s'exprimer sur cette notion en tant que patients en santé mentale. Elle a d'abord conduit à la réalisation d'un long métrage produit en 2006 où les patients ont participé activement au scénario, ont été acteurs, ont participé au montage ainsi qu'à la post-production, l'action se continue actuellement par la production de scénarios, de courts métrages, et prépare deux longs-métrages.
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'expression de la créativité • Permettre la réhabilitation et l'estime de soi • Recréer le lien social
CONTEXTE	Les actions se situent au sein du centre hospitalier ou dans les unités extra-hospitalières mais poursuit ses activités dès que possible en lien avec la ville et avec des partenaires non liés au monde de l'hôpital
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Association : AARP - CH Thuir - Tél : 04 68 84 66 40 - Président : Dr Ferrer Objet : Association de réadaptation psycho-sociale
LOCALISATION	L'atelier est basé au sein d'une structure extra-hospitalière à Argelès sur Mer, notamment pour l'écriture, mais se déplace sur d'autres structures sur le territoire des Pyrénées Orientales (Perpignan, Thuir etc..) pour s'associer en vue d'un travail commun et dans tout lieu pour les nécessités de tournages,
PARTENARIATS	Conseil Général - CH.Thuir - DRAC - Mairie
RÉSULTATS ATTENDUS	En termes quantitatifs, ouverture vers un maximum de patients et associer au projet les autres unités du centre hospitalier En termes qualitatifs, améliorer la qualité des produits, le partenariat, l'ouverture sur la société et les liens sociaux
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Dans un premier temps l'atelier cinéma concernai les patients hospitalisés du secteur 4 du centre hospitalier de Thuir s'est ouvert aux autres unités il a pour ambition d'y associer plus activement le personnel soignant, voire le personnel dans son ensemble par son impulsion créatrice.
INDICATEURS DE RÉSULTATS	<ul style="list-style-type: none"> • Participants à l'Atelier • Productions • Partenariats
CALENDRIER	2010 : réalisation de courts-métrages en lien avec les partenaires / fin d'écriture d'un scénario de long métrage 2011 : travail en lien avec société de production pour la réalisation d'un long métrage d'animation / poursuite du court métrage en lien avec des institutions / projet de réalisation d'un long métrage avec des professionnels

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°16. STAF SOUTIEN TECHNIQUES AUX ACTIVITES FESTIVES
DESCRIPTION SOMMAIRE	S.T.A.F : Soutien technique aux festivités Du 1er Septembre 2010 au 30 Juin 2011 Projet de médiation culturelle en direction de jeunes majeurs (17/25 ans)
PROJET	Nous proposons un service de restauration ou de boisson en marge des spectacles que nous proposons tout au long de la saison. Le projet consiste à confier cette mission à des jeunes issus du quartier de la Maison pour tous.
OBJECTIFS	Associer de jeunes adultes (sortis du système scolaire et en recherche d'emploi) à la programmation culturelle de la Maison pour tous. Souvent loin d'une pratique culturelle que ce soit à titre personnel ou en tant que spectateur, ces jeunes adultes ont une réelle difficulté à appréhender cet univers. Que cela soit pour des raisons économiques ou sociales, le monde de l'art et du spectacle vivant leur paraît inaccessible ou tout simplement « pas fait pour eux », « sans intérêt ». Prendre le temps d'essayer, de regarder ou d'écouter, malgré des sollicitations régulières, semble être un luxe qu'ils se refusent. Ce refus d'expérience est évidemment le reflet d'une peur, celle de ne pas comprendre, d'être confronté à l'échec (une fois de plus), d'être jugé par ces « gens » qui ne sont pas comme eux, etc. L'objectif est triple : <ul style="list-style-type: none"> • Associer des individus à l'organisation d'évènements pour qu'ils découvrent un univers auquel ils n'ont pas accès. • -Faire connaître l'action de l'équipement par l'intermédiaire de ces individus et qu'ils deviennent des relais d'opinions positifs. • - Pour notre partenaire APS 34 : Travailler avec des jeunes en difficulté dans une logique de remobilisation personnelle, de recherche d'objectifs et d'engagement. Leur proposer, par la suite, d'intégrer des dispositifs de formation.
CONTEXTE	Une quinzaine de jeunes sans emploi et en voie de marginalisation gravitent autour de la structure. Ils effraient les adhérents, les spectateurs, commettent quelques incivilités et sont devenus avec le temps un frein au développement de la structure. Avec l'association de prévention spécialisée du conseil général, nous les avons reçus et écoutés. Nous avons donc décidé de les associer à la vie de l'équipement, en leur proposant d'occuper un « rôle » et d'intégrer une logique de projet. Désormais ils disposent d'un fond de boisson et se chargent de vendre durant les spectacles. L'argent devant servir à entretenir le fond et les bénéficiaires à financer des billets de trains ou des permis de conduire (cette partie est gérée par notre partenaire).
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Maison pour tous Léo Lagrange Adresse : 155. Avenue de Bologne 34080 MONTPELLIER Tél : 04.67.40.33.57 Mail : mptlagrange@mpt.ville-montpellier.fr Nom du président : Patrick VIGNAL (adjoint au maire, président de la régie des Maisons pour tous) Contact : Nicolas de la Grange, Directeur de la Mpt Léo Lagrange Objet de votre structure : Animation socioculturelle
LOCALISATION	Quartier MOSSON, Montpellier
PARTENARIATS	APS 34 (mise à disposition de personnel et gestion des recettes de la buvette)

RÉSULTATS ATTENDUS	<u>Résultats quantitatifs</u> : Une fréquentation du public du quartier plus importante sur les manifestations culturelles (type concert, théâtre etc..) <u>Résultats qualitatifs</u> : Une meilleure relation avec un public spécifique
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	10 à 15 jeunes de 17 à 25 ans sur l'année
INDICATEURS DE RÉSULTATS	L'animateur de la Mpt et l'éducateur d'APS 34 sont en charge de mettre en place une méthode d'évaluation.
CALENDRIER	Le calendrier est calqué sur la programmation de la saison 2010-2011

Annexe n°1. L'hospitalité à l'épreuve : contribution d'Anne-Françoise Volponi

Pour l'Action en Sciences Sociales et l'Investigation en Méditerranée

Culture Pour Chacun

Contribution d' Anne-Françoise VOLPONI à partir d'un travail en atelier de recherche et d'une conviction disciplinaire

L'hospitalité à l'épreuve, atelier de recherche

Conçu dans le sillage d'une coopération nouée entre le Ministère de la Culture et le laboratoire PASSIM, à l'occasion d'une recherche menée antérieurement dans le cadre du programme « Cultures en ville », l'atelier de recherche consacré au thème de « l'hospitalité à l'épreuve », a trouvé une assise régionale en Languedoc-Roussillon, d'une part, par son inscription, via le service « Culture et Patrimoine » de la Région Languedoc-Roussillon dans la dynamique « Devoir d'Histoire, histoire des mémoires », en lien avec la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration, d'autre part, par son insertion, via la Direction Régionale des Affaires Culturelles en Languedoc-Roussillon, dans les travaux du Forum Régional « Culture pour chacun ».

L'atelier de recherche a été accueilli, le samedi 30 octobre 2010, par la Scène Nationale de Sète et du Bassin de Thau, qui, dans le cadre d'une convention de partenariat avec PASSIM, a su créer les conditions de création d'un espace-temps d'hospitalité particulièrement chaleureux.

La synthèse, rapide, de l'atelier de recherche s'élabore donc ici à travers le prisme des intentions ministérielles proposées en faveur de « la culture pour chacun ».

L'exercice est rendu ambigu par l'énoncé même de l'intitulé ministériel qui prête le flan à critiques liminaires : s'agit-il vraiment de « la » culture pour chacun, auquel cas, nous serions en mode « accessibilité » ou d' « une » culture pour chacun, auquel cas, nous serions en mode « partage ».

La matinée s'est ouverte sur une conférence d'Alain Tarrius, à partir de ses derniers travaux sur la transmigration. L'approche anthropologique du mouvement proposée voire incarnée par ce sociologue, constituait une invitation forte à déconstruire l'hégémonie de la vision sédentaire en matière d'accueil et d'hospitalité.

Ensuite, Nicolas Garcia, élu local en reconquête d'une culture territorialisée de l'accueil et de l'hospitalité, a porté témoignage de l'histoire mouvementée de la Maternité Suisse d'Elne et du combat contemporain, pour asseoir le projet à venir de réhabilitation mémorielle.

Enfin, Nicole Bergé, photographe, a proposé une déambulation autour de son œuvre « Dos d'histoire », qui invite à essayer de comprendre l'histoire de l'Autre, à partir de portraits réalisés de dos, qui « parlent plutôt de ce qui nous rassemble et qui reste commun à tous : notre corps ».

Les travaux de la matinée auront donc permis, dans une approche par ailleurs, très prisée par la sociologie compréhensive, de dévoiler les dessous de l'hospitalité, loin de l'angélisme « sloganique » qui lui est souvent corrélé, de pointer les « fausses évidences », les efforts et les combats qu'elle suscite.

Les travaux de l'après-midi ont été nourris des réflexions générées par l'appel à contribution lancé par PASSIM sur les « expériences d'hospitalité » (<http://calenda.revues.org/nouvelle17088.html>) et ont été animés par Hélène Hatzfeld (Ministère de la Culture) et Anne-Françoise Volponi (laboratoire PASSIM).

Dans un souci de rencontres interculturelles professionnelles, ils ont réuni plusieurs types d'acteurs et permis de faire émerger des notions définitives, spécifiques pour chacun d'eux.

Ce sont les artistes, ici, tous photographes, qui ont mis en avant les notions de « rencontre » et de « temps » comme conditions de possibilité de l'hospitalité et la notion de partage comme plus valeur de l'hospitalité : l'expérience d'Oscura qui met l'art photographique à la portée de l'amateur, quel qu'il soit, à travers le monde, y compris parfois en frottement avec les habitudes du monde professionnel de la photographie, a pu attester de la force créatrice de ces liens d'hospitalité.

Les associations ont pointé les contraintes inhérentes aux dispositifs d'accueil en général et finalement leur obligation de les déborder : un dispositif d'accès aux droits des Etrangers, tel qu'Espace en PACA, s'il pouvait se permettre, il y a encore quelques années, de donner à voir des besoins et de faire valoir de nouveaux droits, en est réduit aujourd'hui, au strict recouvrement de l'effectivité des droits antérieurement acquis.

Les élus eux aussi attirent l'attention sur la nature des combats d'hospitalité et d'accueil redevables a minima à un engagement volontariste, parfois contre le penchant plus protectionniste de leurs propres concitoyens : a été citée comme exemplaire, l'expérience récente d'accueil et d'hospitalité initiée par tout un village gardois en faveur de réfugiés afghans, animée d'un élan humaniste et politique et qui aura généré de façon durable des rencontres interculturelles.

Les institutions, toujours en souci de « toucher les publics les plus éloignés » et porteuses de l'ambition de démocratisation ont souligné la nécessaire prise de risque à inventer les modalités de la rencontre avec les publics, l'évident déséquilibre intrinsèque aux relations accueillantes et hospitalières. Elles ont rappelé l'enjeu des politiques publiques d'un vivre ensemble démocratique : ainsi a été décrite l'opération « Les Portes du temps » qui auront permis, entre autre, à des jeunes de faire sien des pans entiers du patrimoine régional qui leur paraissaient jusque là totalement hors de portée.

Enfin, les chercheurs, (sociologue, politologues et historienne), finalement assez synthétiquement, ont mis en avant les concepts d'Altérité, que travaillent particulièrement aussi les dits « psychologues interculturels », en termes d'altérité radicale, de reconnaissance, au sens de Ricœur notamment, en termes d'homme capable et de reconnaissance réciproque et de légitimité, a minima en rappelant les conditions de production sociale de la légitimité et en suggérant tous les possibles registres de légitimité, à partir de Boltanski et Thévenot bien sûr, mais aussi à partir de Dubois et bien d'autres, en soulignant le risque du conflit et souvent sa nécessité si l'on suit Simmel.

Au final, apparaît une césure que l'atelier a permis de problématiser, entre l'accueil, que l'on pourrait renvoyer au domaine des dispositifs et de l'hospitalité que l'on pourrait référencer au domaine des dispositions.

Toutes les notions émergées au cours de cet atelier, si elles sont loin d'épuiser le sujet de « l'hospitalité à l'épreuve », voire de proposer des embryons de réponse aux questions posées par l'appel à contribution, constituent cependant au final une sorte de grille d'analyse tout à fait applicable au questionnement de « Culture pour chacun ».

Le gain de réflexivité sera rendu d'autant plus efficient, si l'on veut bien considérer « culture » plutôt dans son sens anthropologique, comme manière de penser et d'agir. Il s'agit alors d'avancer l'hypothèse que « culture pour chacun » renvoie aux expressions culturelles de différents acteurs sociaux, pris comme le suggère l'approche de Bruno Latour, à partir de sa théorie de la traduction, en tant que constitutives des interactions sociales et au final d'un bien commun culturel.

Il s'agit en somme plutôt que de parler de démocratisation culturelle vis à vis de certains publics (l'approfondissement de la question des « publics-cibles » pourrait à elle seule faire voler en éclats toutes les bonnes intentions ministérielles), d'accompagner une ambition démocratique ou « culture pour chacun » deviendrait, ainsi, les travaux sur l'hospitalité à l'épreuve nous proposent-ils de l'aborder, « culture de chacun reconnue par tous ».

La sociologie compréhensive, outil d'accompagnement de « culture pour chacun »

A travers la mise en place du dispositif « Culture pour chacun », le Ministère de la Culture et de la Communication affiche l'intention d'impliquer les populations dans un « processus actif d'appropriation et de création », afin d'œuvrer au partage de la Culture, créateur de lien social et de déborder le processus d'« intimidation sociale » inhérent aux programmes antérieurs de démocratisation culturelle censés « amener la culture » officielle aux populations.

La démarche ministérielle sous-entend qu'il existe une ouverture réciproque à la culture de l'Autre, y compris celle a-légitime, une reconnaissance de la diversité culturelle comme moteur de cohésion sociale.

L'intention exige le questionnement.

Construire du lien social par la médiation de la culture impose de prendre en compte toutes les cultures, bien sûr, celles jusqu'ici considérées comme illégitimes à l'aune des critères normatifs mais celles aussi qui in-forment les ensembles culturels dits légitimes.

L'intention est ambitieuse car elle propose un projet de société complexe au sein duquel tous les acteurs concernés, et en premier lieu les promoteurs de la culture officielle, sont invités à changer le regard qu'ils portent sur les cultures populaires, à accepter de reconsidérer les normes et les codes de validation de la qualité culturelle des pratiques portées par les acteurs de terrain et les collectivités locales, à mettre ainsi en œuvre un processus de coproduction culturelle à long terme.

Pour accompagner cette dynamique, profonde, de changement, le Ministère de la Culture en appelle à une approche sociologique.

En quoi et comment une approche sociologique peut-elle venir en accompagnement d'une telle ambition politique ?

La sociologie a toujours accompagné les processus de démocratisation culturelle. Assez immodestement, elle se prévalait de pouvoir les mesurer, plus humblement, de pouvoir en comprendre les éléments de mobilisation ou de démobilitation.

De grands noms de la sociologie «classique» ont pu porter à connaissance des données relatives aux conditions de production, de distribution et de consommation des biens culturels, plus rarement à celle de leur réception, notamment parmi les fractions populaires des populations.

La sociologie a grandement contribué aussi à la connaissance des œuvres elles-mêmes ou au donné à voir des conditions de travail des artistes.

Une sociologie plus récente ne s'est pas montrée non plus avare d'enthousiasme envers les expériences culturelles que les normes de la culture officielle renvoyaient volontiers vers le monde du socio-culturel.

L'inflexion de la posture ministérielle invite aussi le monde des sciences sociales à revoir encore sa copie, à remettre en question ses habitudes de pratiques in-formées par les conditions de production antérieures des travaux de recherche, à peaufiner les outils de l'investigation au plus près des pratiques culturelles trop peu mises en lumière, comme les pratiques dites amateurs ou les expériences de rencontre entre plusieurs types de praticiens.

L'accompagnement des sciences sociales doit permettre de favoriser l'émergence ou la création de liens sociaux ainsi que l'amélioration de la qualité des échanges entre les divers acteurs sociaux. Les pratiques culturelles sont avant tout des pratiques sociales.

Nous plaidons ici pour la sociologie dite «compréhensive» parce qu'elle s'attache à prendre en compte le point de vue de chacun des acteurs.

Cette sociologie pragmatique, prenant en compte les contextes socio-environnementaux de production des cultures moins légitimées et conçue avec l'exigence d'une écoute affûtée mise au service de la demande, des aspirations et des propositions culturelles émanant de groupes sociaux laissés dans l'ombre de la démocratisation culturelle antérieure, participerait non seulement de la reconnaissance de ces cultures illégitimes au corpus des biens communs mais apporterait en outre un gain de dialogie avec les tenants de la culture officielle.

Car cette approche compréhensive, dans la pure tradition sociologique exige aussi, dans le cadre de rapports sociaux qu'elle mettrait à nu, de concourir à l'amélioration de la réception du côté des offreurs de démocratisation culturelle, sommés alors de modifier les conditions de la prise en compte de désirs culturels autres que ceux légitimes.

Cette sociologie douce peut accompagner le repérage de possibles expérimentations en termes de partage culturel, l'élaboration des conditions de ce partage culturel et la valorisation des espaces-temps sociaux propices à son appropriation réciproque en s'appuyant par exemple sur les connivences profondes qu'elle cultive déjà avec les arts de la rue, acteurs s'il en est de démocratie culturelle.

Au final, la sociologie compréhensive qui participe du dévoilement des modalités de dynamisation d'un processus de démocratisation d'une culture enfin partageable, pourrait porter la focale vers l'ambition d'une « culture de chacun reconnue par tous ».

Annexe n°2. L'hospitalité à l'épreuve : 2 Fiches-Action

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°18. L'HOSPITALITÉ A L'ÉPREUVE- ACTE 2
DESCRIPTION SOMMAIRE	Un atelier régional de recherche sur « Culture de chacun reconnue par tous » à partir des notions inhérentes à la question de l'hospitalité.
PROJET	Acte 2 de l'atelier de recherche (Ministère de la Culture /PASSIM/DRAC-LR/Région LR) du 30 octobre 2010
OBJECTIFS	Déconstruire les évidences conceptuelles par la prise en compte des expériences d'interactions culturelles
CONTEXTE	Création d'un groupe éphémère et nomade d'intelligence collective
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Association : laboratoire PASSIM Adresse : 30 260 CORCONNE Tél : 06 30 14 27 96 Mail : asso.passim@wanadoo.fr Nom du président : Janine Delaunay, journaliste Objet de votre association : formation et recherche en sociologie compréhensive ; accompagnement solidaire (article 2 des statuts)
LOCALISATION	En Languedoc-Roussillon a minima à échelle régionale ; dans l'idéal à échelle méditerranéenne
PARTENARIATS	DRAC-LR + Région LR + universités étrangères
RÉSULTATS ATTENDUS	<u>Résultats quantitatifs</u> : aucun <u>Résultats qualitatifs</u> : humains (être capable de créer un espace-temps d'interculturalité) et anthropologiques (comprendre mieux les interactions humaines) ; Pouvoir accompagner régionalement « culture pour chacun » dans le sens de la « culture de chacun reconnue par tous »
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Chercheurs, associatifs, élus et institutions véritablement « engagés » dans la dynamique
INDICATEURS DE RÉSULTATS	Par l'avancée théorique (assise conceptuelle) et la multiplication de ce genre d'initiatives (dynamique).
CALENDRIER	La préparation de l'action s'inscrit d'ores et déjà dans le sillage de l'atelier du 30 octobre 2010. L'acte 2 pourrait avoir lieu à l'automne 2011.

CULTURE POUR CHACUN	FICHE ACTION N°19. CULTURE DE CHACUN RECONNUE PAR TOUS : ACCOMPAGNEMENT EN SOCIOLOGIE COMPRÉHENSIVE
DESCRIPTION SOMMAIRE	Travail de recherche - Démarrage année 2011 Prévu au moins sur l'année - Travail de formation-action ensuite
PROJET	Accompagnement de la dynamique « Culture pour tous » Par une posture sociologique compréhensive, en termes de recherche-action, en situation d'expérimentation culturelle. A l'attention des différents protagonistes (artistes, publics, institutions et médiateurs culturels).
OBJECTIFS	Mettre au jour les conditions de possibilité d'une démocratisation culturelle - Au sein de laquelle soient démasqués les rapports sociaux de domination et valorisés les espaces/temps potentiels de novation.
CONTEXTE	Asseoir la dynamique dans l'esprit de « culture pour tous » en Languedoc-Roussillon ; travail en lien étroit avec la DRAC-LR et les différents acteurs en Région Languedoc-Roussillon.
MAÎTRISE D'OUVRAGE	Association : laboratoire PASSIM - 30 260 CORCONNE Tél : 06 30 14 27 96 - Mail : asso.passim@wanadoo.fr Nom du président : Janine DELAUNAY, journaliste Objet de votre association : formation et recherche en sociologie compréhensive ; accompagnement solidaire (article 2 des statuts)
LOCALISATION	A l'échelle de la Région Languedoc-Roussillon
PARTENARIATS	À définir
RÉSULTATS ATTENDUS	Résultats qualitatifs : rendre efficient le dispositif « culture pour chacun » dans le sens de « culture de chacun reconnue par tous ».
BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	Les professionnels et les publics.
INDICATEURS DE RÉSULTATS	Les critères d'évaluation seront définis lors de l'élaboration de la problématique de recherche.
CALENDRIER	2011-I : montage du projet de recherche ; II et III : terrain ; IV : rendu sociologique ; 2012-I : début de la formation